

2026
RAPPORT
FINANCIER
SEMESTRIEL

1	ATTESTATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL ERAMET AU 30 JUIN 2026	5
----------	--	----------

2	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2026	7
----------	--	----------

2.1	Note préliminaire	8
2.2	Présentation générale	8
2.3	Résultats du groupe du premier semestre 2026	8
2.4	Gestion des risques	14
2.5	États financiers de la société Eramet S.A	14
2.6	Perspectives	15

3	COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS CONDENSÉS AU 30 JUIN 2026	17
----------	---	-----------

3.1	Compte de résultat	18
3.2	État du résultat global	19
3.3	Tableau des flux de trésorerie	20
3.4	Bilan	21
3.5	Variation des capitaux propres	22
3.6	Notes annexes	23

4	RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2026	45
----------	--	-----------





1

Attestation des responsables du rapport financier semestriel Eramet au 30 juin 2026

Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes semestriels consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels consolidés condensés, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principales incertitudes et des principaux risques pour les six mois restants de l'exercice.

À PARIS, LE 29 JUILLET 2026

SIMON HENOCHSBERG	CHRISTEL BORIES
DIRECTEUR FINANCIER	PRESIDENTE - DIRECTRICE GÉNÉRALE





2

Rapport semestriel d'activité au 30 juin 2026

2.1	NOTE PRÉLIMINAIRE	8
2.2	PRÉSENTATION GÉNÉRALE	8
2.3	RÉSULTATS DU GROUPE DU PREMIER SEMESTRE 2026	8
2.3.1	Compte de résultat	9
2.3.2	Tableau de variation de l'endettement financier net	13
2.3.3	Capitaux propres part du groupe	13
2.3.4	Roce	13
2.4	GESTION DES RISQUES	14
2.5	ÉTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ ERAMET S.A	14
2.6	PERSPECTIVES	15

2.1 Note préliminaire

Les lecteurs sont invités à lire les informations qui suivent, relatives à la situation financière et au résultat opérationnel de la Société avec les comptes semestriels consolidés condensés de la Société, les notes annexées aux comptes semestriels consolidés condensés pour la période close le 30 juin 2026 et toute autre information financière figurant dans le Document d'enregistrement universel 2025 déposé auprès de l'AMF le

10 avril 2026. Les comptes semestriels consolidés condensés de la Société ont été préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Les informations qui suivent contiennent également des éléments prévisionnels reposant sur des estimations concernant l'activité future d'Eramet dont la réalisation pourrait se révéler significativement différente des résultats réels.

2.2 Présentation générale

Eramet, groupe minier et métallurgique mondial, est un acteur clé de l'extraction et de la valorisation de métaux (manganèse, nickel, sables minéralisés, Lithium). Le Groupe accompagne la transition énergétique en développant des activités à fort potentiel de croissance, telles que l'extraction et le raffinage du lithium, et le recyclage. Eramet se positionne comme le partenaire privilégié de ses clients des secteurs de la sidérurgie, l'aciérie inox, l'industrie des

pigments, l'énergie, et les nouvelles générations de batteries. En s'appuyant sur l'excellence opérationnelle, la qualité de ses investissements et le savoir-faire de ses collaborateurs, le Groupe déploie un modèle industriel, managérial et sociétal vertueux et créateur de valeur. Entreprise citoyenne et contributive, Eramet œuvre pour une industrie durable et responsable. Eramet compte près de 8 561 collaborateurs dans une vingtaine de pays.

2.3 Résultats du groupe du premier semestre 2026

Le chiffre d'affaires ajusté hors SLN⁽¹⁾ s'élève à 1 649 millions d'euros au premier semestre 2026, en hausse de 8 % par rapport au premier semestre 2025 (+ 14 % à périmètre et change constants, avec un effet change de - 6 %). Cette hausse reflète d'une part un prix positif (+ 9 %) et un effet volume favorable (+ 5 %) portée par la croissance des activités de manganèse et de Lithium.

L'EBITDA ajusté⁽²⁾ s'élève à 276 millions d'euros, en hausse de 45 %, reflétant :

- Une performance intrinsèque positive de 164 millions d'euros, tirée principalement par le lithium avec la poursuite de la montée en cadence de Centenario (+ 90 millions d'euros), ainsi que par la bonne performance opérationnelle des activités manganèse et des réductions de coûts sur l'ensemble des sites ;
- Un impact négatif d'éléments non-récurrents (- 32 M€), reflétant un ajustement de valeur des stocks de minerai de manganèse lié à la révision de leur durée d'écoulement ;
- Un impact négatif des facteurs externes de (- 47 millions d'euros), résultant d'un effet prix favorable (+ 63 millions d'euros), notamment sur le minerai de manganèse et le nickel, plus que compensé par les contraintes de permis à PT WBN (- 49 millions d'euros), la hausse du fret (- 31 millions d'euros), l'inflation (- 9 millions d'euros), ainsi que la détérioration du dollar face à l'euro (- 26 millions d'euros).

Le résultat net part du Groupe s'établit à - 195 millions d'euros sur le premier semestre 2026, incluant les pertes liées à la SLN (- 49 millions d'euros). Le résultat net part du Groupe (hors SLN) s'établit à - 146 millions d'euros, et comprend une dépréciation complémentaire des actifs de l'activité Sables minéralisés (- 112 millions d'euros, le test d'impairment effectué suite à l'incendie prenant en

compte la mise à jour des réserves constatée dans le cadre de la révision du plan minier).

Les investissements financés par le Groupe s'élèvent à 100 millions d'euros (- 53 % par rapport au premier semestre 2025) et comprennent 51 millions d'euros d'investissements de développement (35 millions d'euros au Gabon et 16 millions d'euros au Sénégal).

Le Free Cash-Flow ajusté⁽³⁾ est positif et s'établit à + 7 millions d'euros sous l'effet de la hausse de l'EBITDA, de l'optimisation du BFR et du strict contrôle des capex, malgré l'absence de dividendes de PT WBN au premier semestre, la mine étant en *Care & Maintenance* depuis mai compte tenu des contraintes de permis (RKAB).

La dette nette du Groupe retraitée de la trésorerie nette de la SLN, s'élève à 2 046 millions d'euros au 30 juin 2026, et est stable par rapport au 31 décembre 2025 :

- Aucun dividende versé aux actionnaires d'Eramet au titre de 2025 ; dividendes aux actionnaires minoritaires de Comilog limités à 12 millions d'euros, versés fin juillet ;
- Ratio de levier ajusté⁽⁴⁾ en amélioration à 4,5x, porté par la hausse de l'EBITDA ajusté ;
- Liquidité à 1,3 Mds€, y compris le RCF (*Revolving Credit Facility*) entièrement tiré fin janvier 2026 ; recul sur le semestre exclusivement lié au remboursement d'un découvert et de certains prêts ;
- *Waiver* obtenu au premier trimestre des prêteurs au titre du RCF et du *Term Loan*, à l'unanimité, sur le covenant de *gearing* de juin et décembre 2026 ;
- Signature d'un accord entre Setrag, Proparco et l'IFC (Banque mondiale), portant sur un prêt de 225 millions d'euros et le refinancement d'une dette antérieure de 87 millions d'euros ; premier tirage prévu au second semestre 2026.

(1) Le chiffre d'affaires ajusté hors SLN correspond au chiffre d'affaires incluant la quote-part d'Eramet dans le chiffre d'affaires de PT Weda Bay Nickel et exclut également le chiffre d'affaires lié aux ventes de minerai de nickel et autres de la SLN, en tant que société standalone, car les pertes de l'entité sont intégralement financées par l'État français en 2024, 2025 et 2026.

(2) L'EBITDA ajusté (hors SLN) correspond à l'EBITDA incluant la quote-part d'Eramet dans l'EBITDA de PT Weda Bay Nickel et exclut l'EBITDA de la SLN

(3) Correspond au Free Cash-Flow net du financement accordé par l'État français à la SLN (sous forme de Titres Subordonnés à Durée Indéterminée, « TSDI ») pour neutraliser la consommation de trésorerie de l'entité calédonienne

(4) Le levier ajusté est défini comme la dette nette consolidée, retraitée de la trésorerie disponible apportée par l'Etat français (via TSDI) pour financer les pertes futures de la SLN, et rapportée à l'EBITDA ajusté (tel que défini ci-dessus).

Les financements reçus par la SLN s'élèvent à 236 millions d'euros au titre de l'année 2026, dont 111 millions d'euros reçus par anticipation en décembre 2025, et 125 millions d'euros de Titres Subordonnés à Durée Indéterminée (« TSDI ») supplémentaires souscrits par l'État français en mai.

Les Notations de crédit long terme sont B2 chez Moody's (perspective stable) et B chez Fitch (perspective négative)⁽¹⁾.

2.3.1 Compte de résultat

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2026	1 ^{er} semestre 2025	Exercice 2025
Chiffre d'affaires	1 545	1 404	2 753
EBITDA	179	71	130
Résultat opérationnel courant	32	(64)	(132)
Résultat opérationnel	(108)	(95)	(372)
Résultat net de la période	(230)	(179)	(570)
Résultat net – part du Groupe	(195)	(152)	(477)
Résultat de base par action (en euros)	(6,81)	(5,31)	(16,67)

2.3.1.1 Commentaires par Business Unit : chiffre d'affaires et résultat opérationnel courant

Manganèse

L'EBITDA de l'activité Manganèse s'établit à 209 millions d'euros sur le semestre, en hausse de + 6 % par rapport au premier semestre 2025.

- L'EBITDA de l'activité minerai est en baisse à 170 millions d'euros (- 3 %). Hors impact de l'ajustement de valeur des stocks de minerai de manganèse, l'EBITDA a progressé de + 15 % porté par la hausse des volumes vendus (+ 4 %) et du prix de vente réalisé (+ 14 %).
- L'EBITDA de l'activité alliages est en hausse, à 39 millions d'euros (+ 77 %), porté par la progression des volumes vendus (+ 8 %), des gains de productivité et des économies de coûts.

Opérations

• Minerai

Au Gabon, la production de la mine de Moanda affiche une baisse de 11 % à 3,2 Mt, en raison de la disponibilité limitée de certains équipements sur le semestre. En revanche, la très bonne performance opérationnelle de Setrag a permis de transporter 3,2 Mt de minerai sur le semestre (+ 6 %). La dynamique observée au premier trimestre, aussi bien pour les flux de Comilog que pour les autres utilisateurs de la voie ferrée, s'est confirmée au second trimestre, portant la capacité de transport globale à + 9 % sur le semestre. Cette performance s'appuie sur le bon avancement des travaux de modernisation du Transgabonais : remplacement de 34 km de traverses (+ 38 % comparé au premier semestre 2025) et de 34 km de voie (x3 comparé au premier semestre 2025).

Les volumes vendus à l'externe se sont élevés à 2,8 Mt (+ 4 %), avec un prix de vente réalisé en hausse de 14 %, surperformant l'indice de référence 44 % CIF Chine, grâce à un meilleur mix produit et un mix géographique favorable (part accrue de ventes réalisées hors Chine).

Le cash cost FOB⁽²⁾ de l'activité minerai s'établit à 2,4 \$/dmtu sur le semestre (+ 5 %), sous l'effet d'un effet change défavorable. Les taxes et redevances minières s'établissent à 0,3 \$/dmtu (+ 9 %). Les coûts de transport maritime à la tonne sont en nette hausse à 0,9 \$/dmtu (+ 18 %), en lien avec l'augmentation des taux d'affrètement et du fioul.

Un ajustement de valeur de - 32 millions d'euros a été comptabilisé sur le semestre sur les stocks de minerai suite à la revue de leur durée d'écoulement.

• Alliages

La production d'alliages s'établit à 359 kt au premier semestre 2026, en hausse de 11 %, portée par la bonne performance opérationnelle de l'activité, notamment la montée en cadence de l'usine de Dunkerque. Les ventes progressent également de + 9 %, à 337 kt, avec un mix produit plus favorable (52 % d'affinés).

En revanche, la détérioration du mix géographique (dû à la faiblesse de la demande européenne) et le recul des prix aux Etats-Unis (- 15 %) ont fortement pesé sur le prix de vente moyen, tandis que le coût des intrants consommé a diminué sur le semestre.

(1) En mars 2026, Moody's avait revu sa notation à la baisse reflétant la dégradation des ratios de crédit du Groupe en 2025.

(2) Le cash-cost FOB (« Free On Board ») du minerai de manganèse est défini comme l'ensemble des coûts de production et de structure (R&D y compris la géologie d'exploration, frais administratifs, frais sur vente, frais de transport terrestres) qui couvrent toutes les étapes de l'extraction du minerai jusqu'à son acheminement au port d'embarquement et à son chargement et qui impactent l'EBITDA dans les comptes sociaux de cette société, rapporté au tonnage vendu pour une période donnée. Ce cash cost n'inclut pas les coûts du transport maritime, les coûts de marketing et désormais les taxes et redevances minières dont bénéficie l'Etat gabonais.

Perspectives

Au second semestre, la demande de minerai de manganèse devrait légèrement progresser, soutenue par l'amélioration de la production mondiale d'acier carbone et d'alliages de manganèse (atténuation de la baisse en Chine, compensée par une hausse dans le reste du monde, notamment en Inde, où Eramet est bien implanté). L'offre devrait rester en hausse, portée par une production toujours soutenue en Afrique du Sud et la normalisation de la production en Australie.

Le consensus de marché pour le minerai de manganèse haute teneur (44 % CIF Chine) s'établit actuellement à environ 5,2 \$/dmtu⁽¹⁾ en moyenne pour le second semestre 2026, un niveau qui apparaît élevé au regard de l'indice actuel.

• Minerai

L'objectif de volumes de minerai transporté est confirmé entre 6,4 Mt et 6,8 Mt en 2026, de même que celui du cash cost FOB entre 2,4 et 2,6 \$/dmtu.

Les capex de développement, destinés à l'amélioration de la chaîne logistique au Gabon, restent estimés à environ 70 millions d'euros pour 2026. La majorité s'inscrit dans le cadre du Programme de Modernisation et de Sécurisation (PMS) du Transgabonais⁽²⁾ à horizon 2031. Ce programme a pour objectif de renforcer la fiabilité du réseau ferroviaire et d'augmenter significativement la capacité totale de transport, en portant notamment celle réservée à Comilog au niveau de la capacité de production de la mine. Les investissements privés engagés dans le cadre de ce programme seront financés en partie via le prêt IFC-Proparco de 225 millions d'euros annoncé en juillet le reste étant autofinancé par Setrag. Ce nouveau financement s'inscrit en complément des financements publics alloués par l'AFD et par l'Union européenne à l'Etat du Gabon pour réaliser sa part des travaux du PMS.

Par ailleurs, le 20 juillet, Eramet et la République gabonaise ont signé un protocole d'accord pour transformer durablement la chaîne de valeur du manganèse au Gabon. Cet accord définit notamment une feuille de route industrielle conjointe, avec trois scénarios à l'étude pour transformer jusqu'à 700 kt de minerai par an d'ici fin 2031. Il définit également un cadre de travail structuré pour suivre et valider les conditions nécessaires à la viabilité économique des projets et à leur mise en œuvre avant toute décision d'investissement. L'accès à une énergie compétitive est en particulier un prérequis que la République gabonaise s'engage à assurer. Eramet évaluera la rentabilité des projets de façon autonome afin de ne mettre en œuvre que des options industrielles rentables.

• Alliages

Les ventes d'alliages sont attendues en hausse sur l'année, avec toutefois une hausse du coût des intrants au second semestre, compte tenu de l'impact différé de la hausse des prix du minerai de manganèse et des réducteurs du deuxième trimestre (délai d'environ 3 mois entre la date d'achat et la date de consommation).

Lithium

La montée en cadence de la production de l'usine d'extraction directe de lithium (« DLE ») à Centenario en Argentine se poursuit avec succès, atteignant en moyenne 90 % de la capacité nominale en juin.

L'EBITDA de l'activité Lithium s'élève à 61 millions d'euros au premier semestre 2026, porté par l'augmentation significative des volumes vendus ainsi que par un rebond des prix.

Opérations

En Argentine, l'usine de Centenario poursuit la montée en cadence de sa production de carbonate de lithium.

Après un premier trimestre impacté en février par une limitation de l'approvisionnement de l'usine en gaz et une opération sur un équipement, la production a atteint 85 % de la capacité nominale en moyenne sur le deuxième trimestre, avec une cadence de 90 % en juin, en ligne avec le calendrier.

Les volumes produits de carbonate de lithium ont atteint 8440 t-LCE sur le premier semestre 2026. Les volumes vendus se sont établis à 8 320 t-LCE.

La montée en cadence réussie de l'usine s'est traduite par une amélioration sensible du cash cost Ex-Works qui converge vers l'objectif cible à pleine capacité.

Les capex de maintenance se sont élevés à 6 millions d'euros sur la période.

Perspectives

La croissance de la demande de lithium devrait continuer à être forte au second semestre, portée par la poursuite de l'adoption des véhicules électriques dans le monde, notamment en Chine où le taux de pénétration devrait atteindre 60 % au total en 2026 et en Europe où le seuil de 30 % devrait être franchi.

La demande est également tirée par la croissance rapide du déploiement massif des ESS en Chine, le premier marché, et leur montée en puissance en Europe et en Amérique du Nord.

Du côté de l'offre, la croissance de la production mondiale devrait se poursuivre, portée par la reprise des mines australiennes et le développement de nouveaux projets africains. Ce rebond resterait toutefois insuffisant pour absorber pleinement la croissance de la demande.

Le consensus de marché (carbonate de lithium qualité batterie, CIF Asie) se positionne actuellement à environ 23 100 \$/t-LCE⁽³⁾ en moyenne au second semestre 2026.

La montée en cadence de l'usine de Centenario se poursuit, avec pour objectif d'atteindre un niveau proche de 100 % de la capacité nominale d'ici fin 2026 (24 kt-LCE par an). La guidance de volumes de carbonate de lithium produits reste ainsi attendue entre 17 et 20 kt-LCE sur l'année.

En parallèle, le Groupe continue de travailler sur l'optimisation du cash cost (Ex-Works) qui devrait s'établir entre 5 400 et 5 800 \$/t-LCE (aux conditions économiques de 2025) à capacité nominale, restant positionné dans le premier quartile de la courbe des coûts.

(1) En juillet 2026

(2) Pour rappel : SETRAG, en tant que concessionnaire, est responsable des équipements dits de superstructure (rails, traverses, ballast, signalisation...), tandis que la République du Gabon est en charge de l'entretien des infrastructures relevant du domaine public (ponts, réseau hydraulique, matériel de transport de voyageurs...). La SETRAG, en sa qualité de maître d'ouvrage délégué, effectue les travaux d'entretien et de renouvellement pour son compte et au nom de l'autorité concédante.

(3) In July 2026

Eramet continue d'explorer les options *brownfield* et *greenfield* de développement du salar de Centenario-Ratones, dont les ressources drainables supérieures à 15 Mt-LCE, les conditions géologiques favorables, et les ressources en eau douce suffisantes soutiennent un potentiel de développement à long terme substantiel.

L'étude de pré faisabilité (« PFS ») de la première phase de l'expansion *brownfield* d'une capacité de production additionnelle de 11 kt-LCE a été finalisée et les études détaillées sont lancées. Une décision finale d'investissement pourrait être prise d'ici fin 2027. Ce projet d'expansion vise une intensité capitalistique réduite et un positionnement renforcé dans le premier quartile de la courbe de coûts de l'industrie. Il est par ailleurs éligible pour bénéficier du RIGI (« Régimen de Incentivo para Grandes Inversiones »), dispositif argentin d'incitation aux grands investissements dans des secteurs stratégiques tels que le secteur minier.

Par ailleurs, Eramet a signé en juillet 2026 un accord de *farm-in* pour conduire des activités d'exploration au Canada avec Harfang Exploration, ciblant principalement le potentiel en lithium rocheux du projet Serpent. En finançant 100 % des dépenses d'exploration, Eramet pourra acquérir une participation pouvant atteindre 65 % dans le projet.

Nickel

L'EBITDA ajusté⁽¹⁾ de l'activité Nickel s'élève à 56 millions d'euros sur le premier semestre, en hausse de 10 % par rapport au premier semestre 2025.

La quote-part d'EBITDA de PT WBN (hors contrat d'off-take) atteint 56 millions d'euros (+ 2 %), reflétant la hausse des prix de vente tirée par le LME et les primes élevées, compensée par la baisse des volumes (- 15 %) et l'augmentation des coûts de production.

Opérations

En Indonésie, PT WBN a obtenu un RKAB initial de 12 Mth de minerai de nickel en 2026 (volume annuel de production et de ventes, dont 3 Mth de ventes internes), en baisse de plus de 70 % par rapport à 2025 (32 Mth initialement accordé, puis révisé à la hausse à 42 Mth en juillet la même année).

Dans ce contexte, les ventes externes de minerai⁽²⁾ ont atteint 9,4 Mth sur le premier semestre 2026, en baisse de 15 % par rapport au premier semestre 2025, la mine ayant été mise en *Care & Maintenance* courant mai suite à l'atteinte du quota du RKAB initial. Les saprolites vendues à l'externe s'élèvent à 5,7 Mth, en recul de 31 %, avec une légère baisse de la teneur moyenne à 1,5 %. À l'inverse, les latérites vendues sont en hausse de 36 %, à 3,7 Mth. La consommation interne de l'usine de NPI représente 1,8 Mth sur la période.

Au premier semestre 2026, PT WBN a continué de bénéficier de primes significatives sur le prix de vente des saprolites haute teneur (> 100 %), dans le contexte de limitation de l'offre domestique. L'application de la nouvelle formule du HPM n'a pas impacté les ventes sur le premier semestre 2026.

Comme attendu, les coûts de production de la mine ont significativement augmenté, compte tenu de la nécessaire adaptation du plan minier liée aux contraintes de permis, et de la hausse du prix de l'énergie.

L'usine de NPI de PT WBN a poursuivi ses activités normalement, avec une production de 16,7 kt-Ni (- 2 %). Les ventes réalisées dans le cadre du contrat d'off-take (activité de négoce), sont quasi stables, à 7,1 kt-Ni.

En juin, PT WBN a engagé un accord avec les autorités indonésiennes en règlement de la procédure initiée en septembre 2025 concernant les permis forestiers et afin de régulariser sa situation administrative. À ce titre, une provision a été comptabilisée au premier semestre, correspondant à près de 34 millions d'euros pour la quote-part de 38,7 % d'Eramet, conduisant à un résultat net négatif de la JV pour la période.

(1) L'EBITDA ajusté est présenté afin de permettre une meilleure compréhension de la performance opérationnelle sous-jacente des activités du Groupe. L'EBITDA ajusté correspond à l'EBITDA incluant la quote-part d'Eramet dans l'EBITDA des joint-ventures significatives mises en équivalence dans les comptes du Groupe.

(2) Aux usines présentes sur le parc industriel, autre que l'usine de NPI de la JV

Perspectives

Au second semestre 2026, la demande de nickel primaire devrait continuer de progresser, soutenue principalement par la production d'acier inoxydable en Chine et en Inde, ainsi que par la récente accélération de la demande pour les batteries à base de nickel.

La production de nickel primaire devrait se redresser progressivement tandis que les usines HPAL devrait continuer à subir d'importantes perturbations au troisième trimestre dues à la hausse du prix du soufre. Selon l'évolution de la situation réglementaire en Indonésie, le marché du nickel pourrait se rapprocher de l'équilibre, tout en restant déficitaire au global sur l'année.

Le consensus de marché du LME s'établit actuellement à environ 17 650 \$/t-Ni⁽¹⁾ en moyenne pour le second semestre 2026.

En Indonésie, une demande de révision à la hausse du RKAB 2026 initial a été déposée par PT WBN en juillet auprès des autorités compétentes⁽²⁾. Cette demande, cohérente avec la capacité de production de la mine et avec les niveaux autorisés les années précédentes, vise à mieux répondre à la demande croissante du parc industriel d'IWIP, dont les besoins en minerai (estimés à plus de 100 Mth / an) restent très largement supérieurs aux volumes actuellement autorisés.

Dans l'intervalle, la mine de Weda Bay restera en *Care & Maintenance* et PT WBN veillera à réduire ses coûts tout en limitant le plus possible l'impact social et les conséquences sur les communautés locales.

Sables Minéralisés

L'EBITDA de l'activité Sables Minéralisés s'élève à 12 millions d'euros sur le semestre, en baisse de 77 % par rapport au premier semestre 2025, qui s'explique par :

- un fort repli des prix de marché (- 11 % pour l'ilménite et - 12 % pour le zircon) ;
- un impact financier limité de l'incendie survenu en février sur le site d'Eramet Grande Côte, grâce à une bonne maîtrise des coûts et à la prise en compte d'une partie des indemnités d'assurance couvrant en totalité les pertes d'exploitation du semestre consécutives à l'arrêt de la production.

Opérations

Au Sénégal, l'incendie survenu en février dans l'unité de concentration humide (« WCP⁽³⁾ »), où les minéraux lourds sont séparés du sable extrait, a entraîné l'arrêt de la production. Grâce à la forte mobilisation des équipes locales, le Groupe a pu redémarrer partiellement la production à la fin du mois d'avril via les unités d'extraction à sec (« SDM⁽⁴⁾ »), à un niveau d'environ 30 % de la capacité nominale.

En conséquence, les volumes produits de sables minéralisés ont été limités à 177 kt-HMC⁽⁵⁾ (- 64 %) et les volumes produits d'ilménite et de zircon sont en retrait de respectivement - 60 % et - 67 %.

Suite à l'épuisement des stocks, les ventes de produits finis ont été suspendues à partir d'avril et les volumes vendus d'ilménite et de Zircon sont en retrait de respectivement - 50 % et - 40 %. Le cas de force majeure applicable aux contrats clients et fournisseurs reste en vigueur à ce jour.

Le montant des capex s'établit à 26 millions d'euros au premier semestre 2026, dont 16 millions d'euros relatifs à la fin du projet de dégoullottage et décarbonation des opérations, engagés avant l'incendie.

Perspectives

Les réductions de production du zircon engagées par les producteurs fin 2025 devraient conduire à un rééquilibrage progressif du marché et, potentiellement, à un prix moyen au second semestre 2026 supérieur à celui du premier semestre.

En revanche, le déséquilibre observé dans le marché des produits titanifères devrait se poursuivre, voire légèrement s'amplifier compte tenu de la faiblesse persistante de la demande, conduisant à un prix moyen sur l'année inférieur à 2025.

Au Sénégal, les solutions temporaires mises en œuvre permettent de reconstituer progressivement les volumes de HMC nécessaires à l'usine de séparation des minéraux lourds (« MSP⁽⁶⁾ »), qui a redémarré en juillet. Celle-ci fonctionnera de manière intermittente selon la disponibilité des stocks. Les premières expéditions limitées de produits finis sont prévues au plus tard début août.

La production de sables minéralisés, est désormais estimée entre 300 et 400 kt-HMC en 2026, comme annoncé fin mai.

Le Groupe a également engagé les travaux de reconstruction à l'identique des installations endommagées de la WCP, qui devraient redémarrer en fin d'année avec un retour à pleine capacité de production au premier trimestre 2027. L'impact net total de l'incendie, après déduction des indemnités d'assurance, est estimé à environ 45 millions d'euros. Il comprend environ 45 millions d'euros de pertes d'exploitation et environ 50 millions d'euros de capex de reconstruction (dont 35 millions d'euros payés en 2026) pour des indemnités d'assurance de 50 millions d'euros.

Par ailleurs, les investissements initialement prévus afin de finaliser l'augmentation de la capacité de production et d'accompagner la décarbonation des opérations, ont été révisés à la baisse. Ils restent estimés à environ 20 millions d'euros en 2026, la majorité de ces travaux ayant déjà été contractuellement engagée antérieurement à l'incendie.

(1) En juillet 2026

(2) ESDM (Kementerian Energi dan Sumber Daya Mineral) : Ministère de l'Énergie et des Ressources minérales

(3) Wet Concentration Plant

(4) Supplementary Dry Mining Unit

(5) Heavy Mineral Concentrate

(6) Mineral Separation Plant

2.3.1.2 Résultat net part du Groupe

Le résultat net part du Groupe s'établit à -195 millions d'euros au premier semestre 2026, en baisse de -43 millions d'euros par rapport à la perte de -152 millions d'euros pour la même période en 2025. Malgré une hausse significative de l'Ebitda porté par la croissance des volumes de lithium et de manganèse, et par les économies du programme ReSolution, le résultat net diminue principalement suite à la dépréciation des actifs Sables miné-ralisés (- 112 millions d'euros) à la suite de l'incendie et de l'actualisation des réserves minières.

Il inclut les éléments suivants :

- le résultat financier, à -102 millions d'euros au premier semestre 2026, en baisse de -27 millions d'euros par rapport à la même période en 2025 (-75 millions d'euros) ;
- le résultat des participations dans les co-entreprises et les entreprises associées, qui s'élève à -16 millions d'euros au premier semestre (contre 36 millions d'euros au premier semestre 2025), du fait de la situation de PT Weda Bay.
- les impôts sur les résultats qui ressortent à -4 millions d'euros au premier semestre 2026, contre -45 millions d'euros pour la même période en 2025 ;
- les intérêts minoritaires, à -35 millions d'euros au premier semestre 2026, comparé à -27 millions d'euros au premier semestre 2025, traduisant essentiellement la perte de Eramet Grande Côte (EGC) sur le premier semestre 2026 (10 % de minoritaires).

2.3.2 Tableau de variation de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2026	1 ^{er} semestre 2025	Exercice 2025
Flux net de trésorerie généré par l'activité	35	(202)	(313)
Investissements industriels	(113)	(241)	473
Autres flux d'investissement	28	29	63
Dividendes et autres flux de financement ⁽¹⁾	127	1	119
Incidence des variations de cours des devises	(8)	(2)	(12)
Acquisition de droits d'utilisation IFRS 16	(1)	(5)	(23)
(AUGMENTATION)/DIMINUTION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	69	(420)	(638)
(Endettement financier net) d'ouverture	(1 935)	(1 297)	(1 297)
(Endettement financier net) de clôture	(1 868)	(1 716)	(1 935)

(1) dont 125 millions d'euros pour l'impact du TSDI (SLN) sur le premier semestre 2026 (100 millions au semestriel 2025 et 215 millions d'euros pour l'exercice 2025)

L'endettement financier net au 30 juin 2026 s'élève à 1 868 millions d'euros contre 1 935 millions d'euros au 31 décembre 2025. Hors SLN, il s'élève à 2046 millions d'euros, stable par rapport au premier semestre 2025.

Le flux net de trésorerie généré par l'activité s'élève à 34 millions d'euros sur le premier semestre 2026, en hausse de 236 millions d'euros par rapport au premier semestre 2025, du fait de la forte hausse de l'Ebitda et de l'amélioration de la variation de BFR.

Les investissements industriels s'élèvent à 113 millions d'euros sur le premier semestre 2026 contre 241 millions d'euros sur le premier semestre 2025.

Le *gearing* selon les covenants bancaires, correspondant au rapport entre l'endettement financier net selon les covenants bancaires et les capitaux propres du Groupe s'établit à 129 % au 30 juin 2026 contre 129 % au 31 décembre 2025. L'endettement financier net selon les covenants bancaires correspond à l'endettement financier net diminué de la dette IFRS 16 « location simple » et jusqu'en 2023, de la dette de la SLN envers l'État français.

2.3.3 Capitaux propres part du groupe

Les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 441 millions d'euros à fin juin 2026 contre 718 millions d'euros à fin décembre 2025.

Cette baisse s'explique notamment par le résultat négatif de la période, et par le rachat de la participation de 10 % dans la SLN à l'actionnaire minoritaire Nishin.

2.3.4 Roce

Le ROCE du Groupe au 30 juin 2026 s'établit à -1 %, (2 % au 30 juin 2025).

Le ROCE correspond au rapport entre le ROC sur 12 mois glissants et les capitaux employés du Groupe de l'année N-1. Les capitaux employés correspondent à la somme des capitaux propres du Groupe, de l'endettement financier net, des provisions pour remises en état des sites, des provisions pour restructurations et risque sociaux, diminué des immobilisations financières, hors capitaux employés Weda Bay Nickel.

2.4 Gestion des risques

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour maîtriser son exposition aux risques de change, de taux et de matières premières. La gestion des principaux risques a été déléguée par le Comité Exécutif à la Direction Financière du groupe Eramet. Cette gestion du risque de change transactionnel du groupe est effectuée directement au niveau d'Eramet.

En 2026, le Groupe a réalisé des couvertures de change à terme sur le couple EUR USD pour couvrir partiellement son exposition annuelle.

La couverture du risque de change sur le couple EUR NOK a été poursuivie.

Le Groupe dispose également d'une politique de couverture du risque de taux sur sa dette via des produits dérivés simples de type swap et cap.

La présentation de ces risques et leur appréhension par le Groupe sont détaillées dans le Document d'enregistrement universel 2025, notamment dans les notes aux comptes consolidés relatives aux instruments financiers et à la gestion des risques financiers, ainsi qu'au chapitre 4 « Facteurs de risque et environnement de contrôle ».

Une part conséquente des excédents de trésorerie des filiales est centralisée au niveau du Groupe à travers une filiale détenue à 100 % (Metal Securities).

Au premier semestre 2026, le rendement est d'environ 1,95 %. La trésorerie est gérée en 2026, comme les années précédentes, de façon prudente.

Le Groupe n'a pas identifié d'autres facteurs de risques au cours du premier semestre 2026, comme pour le deuxième semestre à venir.

2.5 États financiers de la société Eramet S.A

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre 2026	1 ^{er} semestre 2025	Exercice 2025
Chiffre d'affaires	1 555	1 326	2 654
Résultat d'exploitation	(27)	(63)	(86)
Résultat financier	(188)	13	(136)
Résultat exceptionnel	1	2	1
Résultat net	(214)	(48)	(219)

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2026 s'élève à 1 555 millions d'euros, en hausse de 229 millions d'euros (soit 17,3 %) par rapport au premier semestre 2025. Cette augmentation s'explique principalement par le démarrage de l'activité Lithium fin 2025 qui permet une hausse significative des volumes sur le premier semestre 2026 malgré la perte de volumes suite à l'incendie en février sur le site d'Eramet Grande Côte, ainsi que par la hausse des prix du minerai de manganèse et du nickel.

Le résultat d'exploitation s'établit à - 27 millions d'euros au premier semestre 2026 contre - 63 millions d'euros au premier semestre 2025.

Le résultat financier du premier semestre 2025 s'établit à - 188 millions d'euros. Il est essentiellement constitué d'une dotation de provision sur actifs financiers de Eramet Grande Côte (EGC) pour un montant de 111 millions d'euros pour tenir compte de la baisse de valeur suite à l'incendie de février 2026 et des charges d'intérêts sur la dette financière nette pour un montant de 67 millions d'euros.

Le résultat net ressort à - 214 millions d'euros au premier semestre 2026 contre - 48 millions d'euros au premier semestre 2025.

2.6 Perspectives

Les consensus de prix⁽¹⁾ et de taux de change⁽²⁾ pour le second semestre 2026 s'élèvent actuellement à :

- c.5,2 \$/dm³ en moyenne pour le minerai de manganèse (soit 5,2 \$/dm³ en 2026),
- c.17 650 \$/t-Ni pour le nickel au LME (soit c.17 700 \$/t en 2026)
- c.23 300 \$/t-LCE pour le carbonate de lithium (qualité batterie, CIF Asie)(soit c.21 900 \$/t en 2026).
- 1,17 pour le taux de change €/€ (soit 1,17 en 2026).

Pour rappel, le Groupe avait exceptionnellement mis en place début janvier une couverture sur son exposition EUR/USD. Celle-ci porte sur environ la moitié de son exposition annuelle⁽³⁾ à fin juin, avec un taux à 1,20.

En Europe, les prix de vente des alliages de manganèse affinés devraient rester bien orientés au second semestre 2026, soutenus par les effets du CBAM⁽⁴⁾, tandis que ceux des alliages standards devraient rester exposés à une plus forte volatilité, en lien avec l'exemption de nombreux pays des mesures de sauvegarde des ferroalliages⁽⁵⁾.

Aux Etats-Unis, et malgré la forte demande, les prix devraient quant à eux rester sous pression, en raison des imports indiens.

Les prix de marché du minerai de nickel en Indonésie devraient rester bien orientés, soutenus à la fois par un cours du nickel élevé et par l'entrée en vigueur de la nouvelle formule du HPM, dans un contexte de tension persistante sur l'offre de minerai domestique.

Au second semestre 2026, les taux de fret maritime devraient rester soutenus, dans un contexte de forte volatilité liée aux zones de tension du commerce maritime mondial.

Les coûts de l'énergie et ceux des réducteurs devraient quant à eux rester à des niveaux élevés sur l'ensemble de l'année, dans un contexte de forte volatilité, compte tenu d'un contexte géopolitique au Moyen-Orient toujours incertain ; les sites de production d'alliages, fortement électro-intensifs, bénéficient toutefois de couvertures partielles sur le coût de l'électricité.

(1) Analyse Eramet sur la base d'un panel des principaux analystes sell-side et marché

(2) Consensus des prévisions Bloomberg début juillet pour l'année 2026

(3) À fin juin 2026, le taux de couverture est estimé à environ 50 % de l'exposition annuelle, laquelle peut varier de manière significative selon l'évolution des volumes et des prix sur l'année

(4) Carbon Border Adjustment Mechanism (mécanisme d'ajustement carbone aux frontières) : dispositif mis en place par l'Union européenne pour appliquer aux importations un coût carbone comparable à celui supporté par les producteurs européens via le système ETS (marché du carbone)

(5) Mesures de sauvegarde sur les ferroalliages : dispositif commercial de l'Union européenne limitant les importations de ferroalliages via des quotas d'importation au-delà desquels des droits de douane s'appliquent afin de protéger les producteurs européens





3

Comptes semestriels consolidés condensés au 30 juin 2026

3.1	COMPTE DE RÉSULTAT	18
3.2	ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL	19
3.3	TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	20
3.4	BILAN	21
3.5	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	22
3.6	NOTES ANNEXES	23

3.1 Compte de résultat

(en millions d'euros)	Notes	1 ^{er} semestre 2026	1 ^{er} semestre 2025	Exercice 2025
Chiffre d'affaires	3	1 545	1 404	2 753
Autres revenus		52	(24)	36
Matières premières et achats consommés		(531)	(482)	(1 014)
Charges externes		(526)	(502)	(1 028)
Coût du personnel		(291)	(303)	(595)
Impôt et taxes		(11)	(10)	(18)
Dotation aux amortissements d'exploitation		(139)	(124)	(270)
Variation nette des provisions et dépréciations d'exploitation		(68)	(24)	4
Résultat opérationnel courant	3	32	(64)	(132)
Autres éléments du résultat opérationnel	4	(140)	(31)	(240)
Résultat opérationnel		(108)	(95)	(372)
Coût de l'endettement net		(89)	(74)	(148)
Autres charges et produits financiers		(13)	(1)	(65)
Résultat financier		(102)	(75)	(213)
Quote-part dans les résultats des co-entreprises et entreprises associées		(16)	36	58
Impôts sur les résultats		(4)	(45)	(43)
Résultat net de la période		(230)	(179)	(570)
• Part des participations ne donnant pas le contrôle	4	(35)	(27)	(93)
• PART DES PROPRIÉTAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE		(195)	(152)	(477)
Résultat de base par action (en euros)		(6,81)	(5,31)	(16,67)
Résultat dilué par action (en euros) ⁽¹⁾		(6,81)	(5,31)	(16,67)

(1) Lorsque le résultat de base par action est négatif, le résultat dilué par action est réputé égal à ce dernier, les instruments étant alors considérés comme anti-dilutifs.

3.2 État du résultat global

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2026	1 ^{er} semestre 2025	Exercice 2025
Résultat net de la période	(230)	(179)	(570)
Écarts de conversion des états financiers des filiales en monnaie étrangère	69	(207)	(210)
Variation de la réserve de réévaluation des instruments financiers de couverture	1	(5)	7
Impôts sur les résultats	2	1	2
Éléments recyclables au compte de résultat	72	(211)	(201)
Réévaluation des engagements nets sur les régimes à prestations définies ⁽¹⁾	-	-	(8)
Impôts sur les résultats	-	-	1
Éléments non recyclables au compte de résultat	-	-	(7)
Autres éléments du résultat global	72	(211)	(208)
• Part des participations ne donnant pas le contrôle	(0)	0	(1)
• Part des propriétaires de la société mère	72	(211)	(207)
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL	(158)	(390)	(778)
• Part des participations ne donnant pas le contrôle	(35)	(27)	(94)
• Part des propriétaires de la société mère	(123)	(363)	(684)

(1) liée à l'évolution des taux entre le 31 décembre 2025 et le 30 juin 2026

3.3 Tableau des flux de trésorerie

(en millions d'euros)	Notes	1 ^{er} semestre 2026	1 ^{er} semestre 2025	Exercice 2025
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES				
Résultat net de la période		(230)	(179)	(570)
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie		271	47	368
Marge brute d'autofinancement		41	(132)	(201)
Variation nette du besoin en fonds de roulement (BFR)	6	(6)	(70)	(112)
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles		35	(202)	(313)
OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT				
Acquisition d'immobilisations ⁽¹⁾	7	(122)	(227)	(429)
Variation nette des autres actifs financiers non courants		5	1	(2)
Cession d'immobilisations		33	0	1
Variation nette des actifs financiers courants	5	0	133	270
Augmentation de capital des co-entreprises		(0)	(1)	-
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		-	19	34
Incidence des variations de périmètre		(0)	(2)	(10)
Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'investissement		(84)	(77)	(136)
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT				
Augmentation de capital souscrite par des minoritaires ⁽²⁾		125	100	226
Dividendes versés aux minoritaires		2	(55)	(56)
Païement des dividendes		0	(43)	(43)
Rachat d'actions propres		-	-	(8)
Émission de nouveaux emprunts	5	954	436	474
Remboursements d'emprunts	5	(243)	(121)	(216)
Remboursement des dettes sur obligations locatives	5	(9)	(10)	(27)
Variation des découverts bancaires		(150)	(12)	100
Autres variations		23	(3)	(13)
Flux de trésorerie nets liés aux opérations de financement		703	292	437
Incidence des variations de cours des devises		7	(49)	(50)
AUGMENTATION/(DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		661	(36)	(62)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		568	631	631
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		1 229	595	568
Dont, inclus dans les activités opérationnelles :				
• Produits d'intérêts reçus		10	14	12
• Charges d'intérêts payées (y compris charge IFRS 16)		(95)	(84)	(162)
• Impôts payés		(25)	(115)	(137)

(1) Les biens en crédit-bail sont traités comme des achats en substances et donc comme des acquisitions d'immobilisations à la différence des autres contrats de location.

(2) correspond à l'impact du TSDI (SLN) en 2026 pour 125 millions d'euros (100 millions d'euros au semestriel 2025 et 215 millions d'euros pour l'exercice 2025)

3.4 Bilan

ACTIF

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2026	31/12/2025
Immobilisations incorporelles et goodwill	7	353	349
Immobilisations corporelles	7	2 822	2 938
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	7	54	61
Participations dans les co-entreprises et entreprises associées	7	362	367
Autres actifs financiers non courants		86	92
Impôts différés actifs		108	87
Autres actifs non courants		8	10
Actifs non courants		3 793	3 904
Stocks	6	640	648
Clients	6	229	225
Autres actifs courants		534	467
Créances d'impôt exigible		13	36
Instruments financiers dérivés actifs		18	9
Actifs financiers courants	5	23	23
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5	1 229	568
Actifs courants		2 686	1 976
TOTAL ACTIF		6 479	5 881

PASSIF

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2026	31/12/2025
Capital		88	88
Primes		10	461
Réserve de rééval. des actifs financiers évalués en juste valeur par capitaux propres		7	7
Réserve de réévaluation des instruments de couverture		2	(1)
Réserve de réévaluation des engagements sur les régimes à prestations définies		(83)	(83)
Écarts de conversion		(496)	(565)
Autres réserves		913	811
Part des propriétaires de la société mère		441	718
Part des participations ne donnant pas le contrôle	4	1 006	777
Capitaux propres		1 447	1 495
Engagements liés au personnel		101	99
Provisions – part à plus d'un an	9	656	632
Impôts différés passifs		187	184
Emprunts – part à plus d'un an	5	2 721	1 978
Obligations locatives à plus d'un an	5	47	52
Autres passifs non courants		2	0
Passifs non courants		3 713	2 945
Provisions – part à moins d'un an	9	47	52
Emprunts – part à moins d'un an	5	334	477
Obligations locatives à moins d'un an	5	17	18
Fournisseurs	6	416	371
Autres passifs courants		452	453
Dettes d'impôt exigible		36	56
Instruments financiers dérivés passifs		17	14
Passifs courants		1 319	1 441
TOTAL PASSIF		6 479	5 881

3.5 Variation des capitaux propres

(en millions d'euros)	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserve de rééval. des actifs financiers évalués en juste valeur par capitaux propres	Réserve de rééval. des instruments de couverture	Réserve de rééval. des engagements sur les régimes à prestations définies	Écarts de conversion	Autres réserves	Part des propriétaires de la société mère	Part des participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2025	28 755 047	88	466	7	(10)	(77)	(355)	1 321	1 441	698	2 139
Résultat net du premier semestre 2025								(152)	(152)	(27)	(179)
Autres éléments du résultat global				-	(4)	-	(207)	-	(211)	-	(211)
Résultat global total	-	-	-	-	(4)	-	(207)	(152)	(363)	(27)	(390)
Distribution de dividendes			(5)					(38)	(43)	(55)	(98)
Paielements en actions								4	4	-	4
Rachat d'actions propres								-	-	-	-
Opérations avec les participations ne donnant pas le contrôle ⁽²⁾								-	-	-	-
Autres mouvements								4	4	100	104
Total des transactions avec les actionnaires	-	-	-	-	-	-	-	(29)	(34)	44	10
Capitaux propres au 30 juin 2025	28 755 047	88	461	7	(14)	(77)	(562)	1 141	1 044	716	1 760
Résultat net du second semestre 2025	-	-	-	-	-	-	-	(325)	(325)	(66)	(391)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	13	(6)	(3)	1	4	(1)	4
Résultat global total	-	-	-	-	13	(6)	(3)	(324)	(321)	(67)	(387)
Paielements en actions								5	5	-	5
Rachat d'actions propres								(8)	(8)	-	(8)
Opérations avec les participations ne donnant pas le contrôle ⁽²⁾								-	-	14	14
Autres mouvements								(1)	(1)	114	113
Total des transactions avec les actionnaires	-	-	-	-	-	-	-	(5)	(5)	128	123
Capitaux propres au 31 décembre 2025	28 755 047	88	461	7	(1)	(83)	(565)	811	718	777	1 495
Résultat net du premier semestre 2026								(195)	(195)	(35)	(230)
Autres éléments du résultat global				-	3	-	69	-	72	(0)	72
Résultat global total	-	-	-	-	3	-	69	(195)	(123)	(35)	(158)
Distribution de dividendes								0	0	(12)	(12)
Paielements en actions								4	4	-	4
Rachat d'actions propres								-	-	-	-
Opérations avec les participations ne donnant pas le contrôle ⁽¹⁾								(152)	(152)	152	-
Autres mouvements ⁽²⁾			(451)					445	(6)	125	119
Total des transactions avec les actionnaires	-	-	(451)	-	-	-	-	297	(154)	265	111
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2026	28 755 047	88	10	7	2	(83)	(496)	913	441	1 006	1 447

(1) En 2026, les opérations avec les participations ne donnant pas le contrôle correspondent à l'opération de rachat de la participation d'un actionnaire minoritaire dans la SLN, correspondant à 10 % du capital de la SLN.

(2) En 2026, les autres mouvements des Participations ne donnant pas le contrôle comprennent l'impact des TSDI de la SLN pour 125 millions d'euros (215 millions d'euros en 2025, dont 100 millions sur le 1^{er} semestre)

3.6 Notes annexes

Sommaire

3

NOTE 1	Faits marquants du premier semestre 2025	24	NOTE 7	Investissements	35
NOTE 2	Note Climat	26	NOTE 8	Impôts	37
NOTE 3	Performance opérationnelle des Activités du Groupe – Information sectorielle	27	NOTE 9	Provisions	38
NOTE 4	Autres éléments du résultat opérationnel et intérêts minoritaires	32	NOTE 10	Engagements hors bilan, autres engagements, passifs éventuels et autres informations	39
NOTE 5	Endettement financier net et capitaux propres	33	NOTE 11	Événements postérieurs à la clôture	41
NOTE 6	Besoin en fonds de roulement	34	NOTE 12	Base de préparation des comptes semestriels consolidés condensés	41

Eramet est une société anonyme de droit français, à Conseil d'administration, régie par les dispositions des articles L. 225-17 et R. 225-1 et suivants du Code de commerce, ainsi que par les dispositions de ses statuts. Conformément à la loi, le contrôle légal de la Société est assuré par deux Commissaires aux comptes.

Le groupe Eramet est présent au travers de ses filiales et participations sur les marchés d'extraction minière et de production autour du nickel, du manganèse, des sables minéralisés et du lithium et sur les marchés de production d'alliages de manganèse et de nickel sur lesquels il occupe des positions leader.

Les comptes semestriels consolidés condensés du groupe Eramet du premier semestre 2026 ont été arrêtés par le Conseil d'administration d'Eramet en date du 29 juillet 2026.

NOTE 1 Faits marquants du premier semestre 2026

Plan d'amélioration de la génération de cash et de renforcement du bilan

Avec le soutien de son Conseil d'administration, Eramet a mis en place en février 2026 un plan de financement détaillé, visant à améliorer la génération de cash et à renforcer son bilan.

Ce plan comprend trois volets et vise à permettre au Groupe de normaliser progressivement ses ratios de crédit (gearing et leverage), tout en sécurisant sa liquidité et son accès au marché obligataire.

- Amélioration de la performance et de la génération de cash : la performance intrinsèque du premier semestre reflète notamment les premiers résultats concrets des actions d'amélioration de la performance dans le cadre du programme ReSolution. La bonne performance opérationnelle du transport ferroviaire au Gabon s'inscrit dans cette dynamique, avec un tonnage transporté par Setrag en hausse de +9 % par rapport au premier semestre 2025 pour l'ensemble des utilisateurs de la voie ferrée. Des gains de productivité, des gains sur achats, ainsi que des réductions de coûts ont également été enregistrés, tandis que la réduction des capex est engagée, avec une baisse de 53 % par rapport au premier semestre 2025.

- Revue stratégique d'actifs avec des options de monétisation : Eramet a lancé une revue stratégique de son portefeuille visant une monétisation ciblée d'actifs qui pourrait se concrétiser par la signature d'accords avec des partenaires d'ici fin 2026. Plusieurs options sont envisagées, en particulier une ou des cessions de participation minoritaires dans certaines activités du Groupe.
- Projet de renforcement des fonds propres : Lors de l'Assemblée générale annuelle du 27 mai 2026, les actionnaires ont approuvé à une majorité les résolutions autorisant le Conseil d'administration à procéder à une augmentation de capital de la Société par émission d'actions ordinaires avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, pour un montant maximal de 500 millions d'euros. Par ailleurs, le Groupe a reçu plusieurs marques d'intérêt d'investisseurs souhaitant participer à l'opération. Ces marques d'intérêt restent non engageantes et les discussions se poursuivent à ce stade. L'augmentation de capital est prévue au quatrième trimestre 2026.

Financement et notations financières

Dans le cadre de ses discussions avec ses partenaires bancaires, Eramet a obtenu des prêteurs au titre du RCF (*Revolving Credit Facility*) et du *Term Loan*, à l'unanimité, un waiver sur le covenant de *gearing* de juin et de décembre 2026, confirmant la confiance desdits prêteurs dans la réalisation du plan de financement.

En juin, Setrag, filiale ferroviaire d'Eramet au Gabon, a signé un accord avec Proparco (filiale de l'Agence Française de Développement) et l'IFC (Banque mondiale), portant sur un prêt de 225 millions d'euros et le refinancement d'une dette antérieure de 87 millions d'euros. Ce financement contribue à la mise en œuvre du Programme de Modernisation et de Sécurisation (PMS) du Transgabonais, qui vise à renforcer la fiabilité du réseau ferroviaire et à augmenter significativement

la capacité de transport, au bénéfice du secteur minier et de l'économie gabonaise. La part restante du programme à la charge du concessionnaire sera autofinancée par la Setrag grâce aux revenus générés par l'augmentation de la capacité de transport. Ce nouveau financement s'inscrit en complément des financements publics alloués par l'AFD et par l'Union européenne à l'Etat du Gabon pour réaliser sa part des travaux du PMS.

Les notations de crédit long terme d'Eramet sont B2 chez Moody's (perspective stable) et B chez Fitch (perspective négative). En mars 2026, Moody's avait revu sa notation à la baisse reflétant la dégradation des ratios de crédit du Groupe en 2025.

Incendie au Sénégal chez Eramet Grande Côte (EGC) et redémarrage partiel de la production de sables minéralisés

Au Sénégal, l'incendie survenu en février dans l'unité de concentration humide où les minéraux lourds sont séparés du sable extrait, ont entraîné l'arrêt de la production de HMC. Le Groupe a pu engager le redémarrage progressif et partiel de la production à la fin du mois d'avril via les unités d'extraction à sec à un niveau d'environ 30 % de la capacité nominale.

En conséquence, les volumes produits de sables minéralisés ont été limités à 177 kt-HMC (- 64 % par rapport au premier semestre 2025). Pour les mêmes raisons, les volumes produits d'ilménite et de zircon sont en retrait, s'établissant respectivement à 121 kt (- 60 %) et 12 kt (- 67 %).

Suite à l'épuisement des stocks de HMC, les ventes de produits finis ont été suspendues à partir d'avril. Sur le S1 2026, les volumes vendus d'ilménite s'établissent donc à 147 kt (- 50 % par rapport au premier semestre 2025), tandis que les ventes de zircon ont atteint 20 kt (- 40 % par rapport au premier semestre 2025). Le montant des capex s'établit à 26 millions d'euros sur le semestre, dont 16 millions d'euros de croissance.

Les pertes d'exploitation consécutives à l'arrêt de la production se sont élevées à 20 millions d'euros sur le premier semestre 2026 et ont été intégralement compensées par la prise en compte d'une partie des indemnités d'assurance.

Perte de valeur dans les sables minéralisés

L'incertitude macroéconomique et la faiblesse persistante de l'activité immobilière mondiale ont continué de peser sur la demande en pigments et en céramique, partiellement compensée par une demande soutenue de l'industrie chimique et réfractaire.

En parallèle, l'offre mondiale reste limitée sous l'effet des ajustements de production opérés par les principaux acteurs du secteur depuis fin 2025, soutenant une légère reprise des prix sur le semestre par rapport à fin 2025.

Le prix du zircon premium s'établit ainsi à 1,550 \$/t FOB en moyenne, en baisse de 12 % par rapport au premier semestre 2025. Cependant, en Chine, l'expansion continue de la production de produits titanifères à partir de HMC, ainsi que

l'accumulation des stocks, ont maintenu le marché dans une situation de suroffre. Le prix de l'ilménite telle que produite par Eramet Grande Côte (EGC) s'établit à 251 \$/t FOB au premier semestre 2026, en baisse de 11 %.

Parallèlement à l'incendie, le plan minier de Eramet Grande Côte (EGC) a fait l'objet d'une révision au cours du premier semestre 2026.

L'incendie est un événement déclenchant qui a conduit à réaliser un nouveau test de valeur tenant en compte la nouvelle situation des prix, des coûts et des réserves. Le résultat de ce test a conduit à comptabiliser une dépréciation complémentaire de 112 millions d'euros au 30 juin 2026.

Lithium en Argentine

En Argentine, à Centenario, la montée en cadence de la production de l'usine d'extraction directe de lithium (« DLE ») s'est poursuivie avec succès au premier semestre 2026, atteignant une capacité nominale de 90 % en moyenne en juin, soit un an après son démarrage, en ligne avec le calendrier attendu. L'EBITDA de l'activité Lithium s'établit à 61 M€ au premier semestre 2026, porté par l'augmentation significative des volumes vendus ainsi que par des prix très soutenus.

Nickel – PT Weda Bay Nickel (« PT WBN »)

En Indonésie, au cours du premier semestre 2026, PT WBN a obtenu un RKAB initial pour un volume annuel de production et de ventes de 12 Mth de minerai de nickel en 2026 (dont 3 Mth de ventes internes). Ce permis représente une baisse de plus de 70 % par rapport au RKAB pour 2025 (32 Mth initialement accordé, puis révisé à la hausse à 42 Mth en juillet la même année).

Une demande de révision à la hausse du RKAB initial obtenu pour 2026 est en cours de dépôt auprès des autorités compétentes. Cette demande a été engagée selon le processus usuel et est en cohérence avec la capacité de production de la mine et avec les niveaux autorisés les années précédentes. Dans l'attente de l'obtention de cette révision, et afin de se conformer à ses

obligations légales, PT WBN a mis ses opérations en Care and Maintenance courant mai. La Joint-Venture a suspendu en conséquence ses opérations commerciales avec le parc industriel IWIP. L'usine de NPI de PT WBN quant à elle poursuivra ses activités normalement sur la base de ses stocks de minerai.

Par ailleurs, PT WBN a initié en juin un accord avec les autorités indonésiennes en règlement de la procédure initiée en septembre 2025 concernant les permis forestiers et en vue de régulariser sa situation administrative. À ce titre, une provision (près de 34 millions d'euros pour la quote-part de 38,7 % d'Eramet) a été comptabilisée au premier semestre 2026, conduisant à un résultat net négatif pour la période.

Situation opérationnelle et financière au niveau de la SLN en Nouvelle-Calédonie dans un contexte sociétal instable

En Nouvelle-Calédonie, l'activité minière de la SLN reste fortement impactée par la fermeture de certains sites miniers suite aux émeutes du premier semestre 2024. La production minière de la SLN s'est établie à 1,5 Mth au premier semestre 2026, en hausse de 10 % par rapport à au premier semestre 2025. Les exports de minerai de nickel de la SLN s'établissent à 0,4 Mth sur le premier semestre 2026, stables par rapport au premier semestre 2025. En conséquence, la SLN a généré un free cash flow négatif de -51 millions d'euros au premier semestre 2026.

Devant la situation de trésorerie critique depuis la clôture de l'exercice 2023, et suite à la décision d'Eramet de ne plus financer le déficit de sa filiale calédonienne tout en poursuivant son soutien opérationnel, des accords ont été signés entre Eramet et l'Etat français afin que ce dernier apporte de nouveaux financements à la SLN par des programmes de souscription de TSSDI (Titres super subordonnés à durée indéterminée) émis par la SLN.

Le montant total souscrit par l'état s'élevait à 871 millions d'euros à fin décembre 2025. Un nouveau programme de TSSDI de 125 millions d'euros a été souscrit par l'Etat en avril 2026, portant le montant total souscrit par l'état à 996 millions d'euros à fin juin 2026.

Ce soutien financier devrait permettre à l'entité calédonienne de poursuivre son activité en 2026 et début 2027. Les garanties accordées temporairement par Eramet, pour le compte de sa filiale et dans le cadre de l'exploitation de l'usine de Doniambo ainsi que pour les sites miniers situés en province Sud ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2026 pour un montant total de 47 millions d'euros. Les garanties concernant les autres sites miniers ont été mises en place jusqu'à la fin des permis d'exploitation directement par la SLN sous la forme de dépôt de garantie, à hauteur de 40,3 millions d'euros.

Comptablement, les obligations subordonnées à durée indéterminée à taux fixe, « TSSDI » émises par SLN et souscrites par l'Etat français constituent un instrument assimilé à des capitaux propres et sont comptabilisées sur la ligne intérêts minoritaires dans les comptes consolidés du Groupe à hauteur de 996 millions d'euros au 30 juin 2026 (871 millions au 31 décembre 2025).

Eramet a acquis la participation de 10 % dans la SLN de l'actionnaire minoritaire Nishin pour un montant symbolique en mars 2026. Cette opération de capitaux propres se traduit par un reclassement de la part minoritaire dans la SLN vers la part Groupe pour un montant de 152 millions d'euros.

NOTE 2 Note Climat

Décarbonation

Environ 90 % des émissions de gaz à effet de serre d'Eramet (Scope 1 & 2) sont liés à ses activités pyro-métallurgiques de transformation du minerai de manganèse et de nickel.

Eramet a revu en 2026 ses objectifs de réduction de ses émissions, avec une cible de -42 % en 2035 par rapport à 2023 pour le périmètre hors SLN, et -23 % pour la SLN.

Un programme d'actions a été conçu pour atteindre cet objectif ; il se concentre notamment sur les activités pyrométallurgiques.

Les principaux projets sont les suivants :

- Le sourcing ou la production d'électricité décarbonée, en étant attentif aux opportunités d'achat d'électricité renouvelable à un prix compétitifs pour le site de Marietta (USA),
- Les actions d'amélioration de la performance énergétique, notamment à travers l'optimisation des procédés de production, mais aussi avec la production d'électricité à partir des gaz d'exhauste dans la production d'alliages de Manganèse. L'investissement a été réalisé et l'installation a été mise en service au cours du premier semestre 2025,
- Le remplacement des carbo-réducteurs fossiles par des biocarbones issus de biomasse (alliages de manganèse)
- Le déploiement (étude de faisabilité en cours) de systèmes de capture, liquéfaction, transport et stockage de CO₂ sur le site de Sauda (Norvège). La faisabilité technico-économique de certains de ces projets reste à établir.

Concernant les activités minières, qui contribuent à hauteur d'environ 10 % aux émissions de gaz à effet de serre du groupe, d'autres initiatives de décarbonation sont également en cours ou à l'étude, avec notamment la production d'électricité d'origine photovoltaïque sur nos sites au Sénégal, ou l'étude de l'électrification de certains engins miniers.

Dans la mesure où ils peuvent être mis en oeuvre sans porter atteinte à la compétitivité des activités du groupe, ces projets sont intégrés à la planification long terme d'Eramet, et sont pris en compte dans l'évaluation des actifs pyrométallurgiques (en tenant compte d'un prix du carbone, conformément aux pratiques du groupe en matière de prix interne du carbone).

Impacts du changement climatique

Les impacts physiques du changement climatique constituent des sources de risques susceptibles d'affecter les actifs, la performance opérationnelle et, à plus long terme, les flux de trésorerie du Groupe. Ces risques résultent à la fois d'aléas climatiques aigus (événements extrêmes) et d'aléas chroniques (évolutions progressives des régimes climatiques), et sont, pour les activités du Groupe Eramet, essentiellement associés aux vagues de chaleur, aux sécheresses, et à des épisodes de pluviométrie intense.

Ces conclusions sont issues d'une première cartographie fondée sur la méthodologie OCARA de Carbone 4, puis une seconde évaluation avec l'appui de AXA Climate. Ces analyses reposent sur des scénarios climatiques issus des travaux du GIEC, notamment les scénarios SSP2- 4.5 (réchauffement intermédiaire) et SSP5-8.5 (réchauffement élevé), ce dernier étant privilégié à des fins de prudence. Les évaluations couvrent plusieurs horizons temporels, incluant un horizon de moyen terme pertinent pour les cycles budgétaires et un horizon de long terme cohérent avec la durée de vie économique des principaux actifs. Elles portent sur tous les sites du Groupe, incluant certaines composantes de la chaîne de valeur, et prennent en compte les spécificités géographiques et opérationnelles de chaque actif.

Les premières estimations d'impact financier sur des dommages potentiels sur les infrastructures ou la perte d'activité consécutive à ces aléas, n'étaient pas matérielles et ne sont donc pas reportées à ce stade dans les provisions, les dépréciations ou les valorisations financières de risques du Groupe.

Eramet intègre un processus itératif de mise à jour de ces informations pour tenir compte :

- des évolutions des connaissances, des méthodes, et des outils de caractérisation des enjeux liés au changement climatique,
- de l'amélioration de la caractérisation de la sensibilité de ses activités à ces risques.

Des études plus approfondies sur les sujets ressortant comme les plus critiques pour le Groupe seront conduites au cours des prochains exercices : gestion d'afflux importants ou, au contraire, de manque d'eau, et gestion de la chaleur.

NOTE 3 Performance opérationnelle des Activités du Groupe – Information sectorielle

Réconciliation de l'EBITDA des indicateurs financiers publiés

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2026	1 ^{er} semestre 2025	Exercice 2025
Chiffre d'affaires	1 545	1 404	2 753
Autres revenus	52	(24)	36
Matières premières et achats consommés	(531)	(482)	(1 014)
Charges externes	(526)	(502)	(1 028)
Coût du personnel	(291)	(303)	(595)
Impôt et taxes	(11)	(10)	(18)
Variation nette des dépréciations sur actif circulant	(60)	(13)	(5)
EBITDA	179	71	130
Dotations aux amortissements d'exploitation	(139)	(124)	(270)
Variation nette des provisions et dépréciations d'exploitation (hors actif circulant)	(7)	(10)	8
Résultat opérationnel courant	32	(64)	(132)
Autres éléments du résultat opérationnel	(140)	(31)	(240)
Résultat opérationnel	(108)	(95)	(372)
Coût de l'endettement financier	(89)	(74)	(148)
Autres charges et produits financiers	(13)	(1)	(65)
Résultat financier	(102)	(75)	(213)
Quote-part dans les résultats des co-entreprises et entreprises associées	(16)	36	58
Impôts sur les résultats	(4)	(45)	(43)
Résultat net de la période	(230)	(179)	(570)
Part des minoritaires	(35)	(27)	(93)
Part du Groupe	(195)	(152)	(477)

Indicateurs de performance

	Direction des Opérations					Holding, éliminations, retraitements et autres entités	Total des activités poursuivies hors SLN	SLN	Total des activités
	Manganèse	Nickel	Sables Minéralisés	Lithium					
(en millions d'euros)									
1 ^{ER} SEMESTRE 2026									
Chiffre d'affaires	998	89	56	136	234	1 512	33	1 545	
Matières premières et achats consommés	(254)	(89)	(19)	(55)	(36)	(453)	(78)	(531)	
Charges externes	(367)	(3)	(26)	(12)	(7)	(416)	(110)	(526)	
Coût du personnel	(139)	(3)	(17)	(6)	(57)	(221)	(69)	(291)	
EBITDA	209	0	12	61	(62)	220	(41)	179	
Dotation aux amortissements d'exploitation	(97)	(0)	(13)	(16)	(7)	(133)	(6)	(139)	
Résultat opérationnel courant	105	0	(2)	45	(69)	80	(48)	32	
Flux net de trésorerie généré par l'activité	178	17	(32)	38	(131)	70	(35)	34	
Investissements industriels (incorporels et corporels)	65	-	21	4	3	92	20	113	
1 ^{ER} SEMESTRE 2025									
Chiffre d'affaires	949	75	135	4	209	1 372	32	1 404	
Matières premières et achats consommés	(260)	(80)	(15)	(21)	6	(371)	(111)	(482)	
Charges externes	(347)	(3)	(35)	(5)	(9)	(400)	(103)	(502)	
Coût du personnel	(135)	(3)	(20)	(3)	(69)	(231)	(72)	(303)	
EBITDA	197	(4)	53	(37)	(73)	136	(65)	71	
Dotation aux amortissements d'exploitation	(89)	(0)	(16)	(3)	(7)	(116)	(8)	(124)	
Résultat opérationnel courant	96	(4)	36	(41)	(78)	9	(73)	(64)	
Flux net de trésorerie généré par l'activité	153	4	14	(67)	(176)	(72)	(130)	(202)	
Investissements industriels (incorporels et corporels)	105	0	28	92	4	230	11	241	
EXERCICE 2025									
Chiffre d'affaires	1 843	169	241	41	412	2 706	47	2 753	
Matières premières et achats consommés	(542)	(169)	(32)	(68)	(13)	(825)	(189)	(1 014)	
Charges externes	(720)	(8)	(78)	(14)	1	(819)	(210)	(1 029)	
Coût du personnel	(272)	(7)	(41)	(8)	(125)	(453)	(142)	(595)	
EBITDA	357	(7)	78	(51)	(106)	270	(140)	130	
Dotation aux amortissements d'exploitation	(194)	-	(31)	(15)	(16)	(256)	(14)	(270)	
Résultat opérationnel courant	161	(8)	46	(66)	(121)	11	(143)	(132)	
Flux net de trésorerie généré par l'activité	264	(12)	(4)	(103)	(248)	(103)	(210)	(313)	
Investissements industriels (incorporels et corporels)	237	1	70	135	10	454	19	473	

Indicateurs de performance ajustés, hors SLN

Ces indicateurs ajustés, hors SLN, sont présentés afin de permettre une meilleure compréhension de la performance opérationnelle sous-jacente des activités du groupe, et concernent exclusivement la BU nickel.

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2026	1 ^{er} semestre 2025	Exercice 2025
Chiffre d'affaires	1 545	1 404	2 753
Quote-part de chiffre d'affaires des co-entreprises et entreprises associées :			
• PT Weda Bay (38,7 %)	137	156	449
Chiffre d'affaires ajusté	1 682	1 560	3 202
(-) Chiffre d'affaires SLN	(33)	(32)	(47)
CHIFFRE D'AFFAIRES AJUSTÉ HORS SLN	1 649	1 528	3 155

Le chiffre d'affaires ajusté correspond au chiffre d'affaires incluant la quote-part d'Eramet dans le chiffre d'affaires de PT Weda Bay (38,7 %), ajusté de l'off-take entre Eramet et PT Weda Bay.

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2026	1 ^{er} semestre 2025	Exercice 2025
EBITDA	179	71	130
EBITDA des co-entreprises et entreprises associées :			
PT Weda Bay (38,7 %)	56	55	102
EBITDA Ajusté	235	126	232
(-) EBITDA SLN	41	65	140
EBITDA AJUSTÉ HORS SLN	276	191	372

L'EBITDA ajusté correspond à l'EBITDA du groupe Eramet ajusté de la quote-part d'Eramet (38,7 %) dans l'EBITDA réalisé par PT Weda Bay.

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2026	1 ^{er} semestre 2025	Exercice 2025
Résultat opérationnel courant du Groupe	32	(64)	(132)
(-) Résultat opérationnel courant SLN	48	73	143
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT (HORS SLN)	80	9	11

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2026	1 ^{er} semestre 2025	Exercice 2025
Résultat net Groupe - Part du groupe	(195)	(152)	(477)
(-) Résultat net - Part du groupe SLN	49	51	107
RÉSULTAT NET GROUPE (HORS SLN) - PART DU GROUPE	(146)	(101)	(370)

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2026	1 ^{er} semestre 2025	Exercice 2025
Free Cash Flow	(50)	(414)	(723)
Retraité des éléments suivants :			
(I) Financement accordé par l'État français à la SLN pour l'année en cours	57	148	242
FREE CASH FLOW AJUSTÉ	7	(266)	(481)

Chiffre d'affaires, investissements industriels et actifs non courants par zone géographique

(en millions d'euros)	France	Europe	Amérique du Nord	Chine	Autres Asie	Océanie	Afrique	Amérique du Sud	Total
CHIFFRE D'AFFAIRES (DESTINATION DES VENTES)									
1^{ER} SEMESTRE 2026	26	327	176	435	498	12	43	28	1 545
1 ^{er} semestre 2025	24	350	50	334	408	8	40	189	1 404
Exercice 2025	25	680	422	657	846	16	87	21	2 753
INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS (INCORPORELS ET CORPORELS)									
1^{ER} SEMESTRE 2026	3	9	1	-	-	20	76	4	113
1 ^{er} semestre 2025	6	18	1	-	-	11	112	92	241
Exercice 2025	13	40	5	-	-	20	260	135	473
Actifs non courants (hors impôts différés)									
30 JUIN 2026	108	396	57	-	362	70	1 706	986	3 685
31 décembre 2025	190	310	58	-	367	86	1 839	968	3 818

Indicateurs de performance consolidés

Les informations sectorielles sont complétées par les principaux indicateurs de performance consolidés suivis par le Comex. Ces indicateurs sont issus du reporting du Groupe et utilisés pour la communication financière des résultats et de la performance du Groupe.

Compte de résultat

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2026	1 ^{er} semestre 2025	Exercice 2025
Chiffre d'affaires	1 545	1 404	2 753
EBITDA	179	71	130
Amortissement sur actif immobilisé	(139)	(124)	(270)
Provisions pour risques et charges	(7)	(10)	8
Résultat opérationnel courant	32	(64)	(132)
Dépréciations d'actifs	(132)	(2)	(183)
Autres produits et charges opérationnels	(8)	(29)	(57)
Résultat opérationnel	(108)	(95)	(372)
Résultat financier	(102)	(75)	(213)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(16)	36	58
Impôts sur les résultats	(4)	(45)	(43)
Résultat net de la période	(230)	(179)	(570)
Part des minoritaires	(35)	(27)	(93)
PART DU GROUPE	(195)	(152)	(477)
Résultat de base par action (en euros)	(6,81)	(5,31)	(16,67)

Tableau de flux de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2026	1 ^{er} semestre 2025	Exercice 2025
Activités opérationnelles			
EBITDA	179	71	130
Impact trésorerie des éléments sous l'EBITDA	(138)	(202)	(331)
Marge brute d'autofinancement	41	(132)	(201)
Variation de BFR	(6)	(70)	(112)
Flux net de trésorerie générée par l'activité (A)	35	(202)	(313)
Opérations d'investissement			
Investissements industriels	(113)	(241)	(473)
Autres flux d'investissements	28	29	63
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(85)	(212)	(410)
Flux net de trésorerie lié aux opérations sur fonds propres⁽¹⁾	127	1	119
Incidence des variations de cours des devises et autres	(8)	(2)	(12)
Acquisition de droits d'utilisation IFRS 16	(1)	(5)	(23)
(AUGMENTATION)/DIMINUTION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	68	(420)	(638)
(Endettement financier net) d'ouverture	(1 935)	(1 297)	(1 297)
(Endettement financier net) de clôture	(1 868)	(1 716)	(1 935)
Free cash flow (A) + (B)	(50)	(414)	(723)

(1) dont 125 millions d'euros de l'impact du TSDI (SLN) en 2026 (100 millions d'euros au semestriel 2025 et 215 millions d'euros sur l'exercice 2025)

La réconciliation de la trésorerie et équivalents de trésorerie du tableau de flux de trésorerie, avec l'endettement financier net du reporting du groupe Eramet se présente comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2026	30/06/2025	31/12/2025
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 229	595	568
Actifs financiers courants	23	151	23
Instruments financiers (Juste valeur de la dette)	-	8	-
Emprunts	(3 055)	(2 406)	(2 456)
Dettes d'obligations locatives (IFRS 16)	(64)	(64)	(70)
ENDETTEMENT FINANCIER NET - REPORTING	(1 868)	(1 716)	(1 935)

PRÉSENTATION ÉCONOMIQUE DU BILAN

(en millions d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
Actif immobilisé	3 678	3 808
Stocks	640	648
Clients	229	225
Fournisseurs	(416)	(371)
BFR simplifié	453	502
Autres éléments de BFR	63	5
BFR total	516	507
Instruments financiers dérivés	2	(5)
TOTAL ACTIF	4 196	4 310

(en millions d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
Capitaux propres – part du Groupe	441	718
Minoritaires	1 006	777
Capitaux propres	1 447	1 495
Trésorerie et équivalents de trésorerie et autres actifs financiers courants	(1 251)	(591)
Emprunts	3 119	2 526
Endettement financier net	1 868	1 935
Ratio endettement financier net/capitaux propres (gearing)	129 %	129 %
Provisions et engagements liés au personnel	803	783
Instruments financiers dérivés	-	-
Impôts différés nets	79	97
TOTAL PASSIF	4 196	4 310

NOTE 4 Autres éléments du résultat opérationnel et intérêts minoritaires

Autres éléments du résultat opérationnel

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2026	1 ^{er} semestre 2025	Exercice 2025
Dépréciations d'actifs et pertes de valeur	(132)	(2)	(183)
Autres produits et charges opérationnels hors dépréciations	(8)	(29)	(57)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	(140)	(31)	(240)

Dépréciations d'actifs et pertes de valeur

En 2026, le solde de 132 millions d'euros correspond d'une part à une perte de valeur dans les comptes de Eramet Grande Côte (EGC) pour -112 millions d'euros sur les immobilisations corporelles, et d'autre part à un complément de dépréciation des actifs corporels et incorporels hors IFRS 16 de la SLN pour -20 millions d'euros.

Autres produits et charges opérationnels hors dépréciations

Ils comprennent notamment un produit de 31 millions d'euros correspondant à une partie du remboursement d'assurance chez Eramet Grande Côte (EGC) d'un montant total de 50 millions d'euros suite à l'incendie. Un produit de 19 millions d'euros a par ailleurs été enregistré dans les Autres revenus du Résultat opérationnel courant correspondant au remboursement d'assurance couvrant la perte d'exploitation de Eramet Grande Côte (EGC) du premier semestre.

Les Autres charges opérationnelles comprennent principalement le coût des projets de développement pour -15 millions d'euros (Lithium et Manganèse principalement) et des coûts non opérationnels liés à la situation de la SLN (-8 millions d'euros).

Part des participations ne donnant pas le contrôle – intérêts minoritaires

(en millions d'euros)	% des minoritaires	Quote-part		Quote-part		Quote-part
		résultats	capitaux propres	résultats	capitaux propres	résultats
		1 ^{er} semestre 2026	30/06/2026	Exercice 2025	31/12/2025	1 ^{er} semestre 2025
À la clôture		(35)	1 006	(93)	777	(27)
Setrag	67,51 %	(9)	(67)	(28)	(58)	(8)
Société Le Nickel-SLN ⁽¹⁾	34 % en 2026 / 44 % en 2025	(31)	466	(84)	220	(40)
Comilog S.A.	36,29 %	17	610	31	605	21
Grande Côte Opérations	10,00 %	(12)	(3)	(12)	10	1

(1) En 2026, Eramet a racheté 10 % de la participation d'un actionnaire minoritaire de la SLN, portant ainsi sa participation à 66 %.

NOTE 5 Endettement financier net et capitaux propres**Endettement financier net**

(en millions d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
Emprunts	(3 054)	(2 456)
Emprunts auprès des marchés financiers	(1 119)	(1 190)
Emprunts auprès des établissements de crédit	(1 550)	(706)
Découverts bancaires et banques créditrices	(18)	(168)
Dettes financières de crédit-bail	(7)	(8)
Autres emprunts et dettes financières	(361)	(385)
Dettes d'obligations locatives	(64)	(70)
Instruments dérivés - Juste valeur de la dette	-	-
Autres actifs financiers courants	23	23
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 229	568
Équivalents de trésorerie	477	7
Trésorerie	752	561
ENDETTEMENT FINANCIER NET	(1 868)	(1 935)
Endettement financier net – part à plus d'un an	(2 769)	(2 031)
Endettement financier net – part à moins d'un an	901	96

Certains emprunts sont soumis au niveau du Groupe ou localement à des ratios ou *covenants* financiers.

Les *covenants* Eramet sont déterminés sur la base des comptes consolidés publiés. Les *covenants* Comilog sont déterminés sur la base des comptes sociaux et consolidés de la société Comilog.

Le *covenant* bancaire rattaché à la ligne de crédit du RCF porte sur le ratio d'endettement financier net du Groupe ramené aux capitaux propres.

Pour rappel, au 31 décembre 2025, le *covenant* Endettement net du Groupe sur Capitaux propres étant supérieur à 1, Eramet avait sollicité et obtenu de ses prêteurs au préalable un « *waiver* » pour la clôture 2025. Aucun cas d'exigibilité anticipée n'avait été constaté. D'autre part, aucun cas de *cross-default* susceptible d'impacter les financements au niveau d'Eramet n'avait été constaté au 31 décembre 2025.

En 2026, le groupe s'est rapproché de ses partenaires bancaires et a obtenu au premier semestre 2026 la renégociation du *waiver* (Endettement net du Groupe sur Capitaux propres inférieur à 2).

Au 30 juin 2026, les *covenants* sont respectés.

Variation des emprunts

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre 2026	1 ^{er} semestre 2025	Exercice 2025
À l'ouverture	2 456	2 151	2 151
Nouveaux emprunts ⁽¹⁾	957	436	474
Remboursements d'emprunts	(244)	(121)	(216)
Variation des découverts bancaires	(150)	(12)	100
Variation des intérêts courus non échus	14	(2)	(9)
Variations de périmètre	-	3	3
Écarts de conversion et autres mouvements	21	(48)	(46)
À LA CLÔTURE - EMPRUNTS	3 055	2 406	2 456

(1) Les nouveaux emprunts correspondent principalement au tirage de la totalité du crédit syndiqué (RCF) de 935 millions d'euros et au nouvel Eramine emprunt de 10 millions de dollars

Variation des dettes d'obligations locatives

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre 2026	1 ^{er} semestre 2025	Exercice 2025
À l'ouverture	70	73	73
Variations des dettes d'obligations locatives (IFRS 16)	(8)	(5)	1
Variations de périmètre	-	-	-
Écarts de conversion et autres mouvements	1	(4)	(4)
À LA CLÔTURE - OBLIGATIONS LOCATIVES	64	64	70

Capitaux propres

Le capital social d'un montant de 87 702 893,35 euros est composé de 28 755 047 actions ordinaires entièrement libérées dont la valeur nominale est de 3,05 euros.

NOTE 6 Besoin en fonds de roulement

(en millions d'euros)	31/12/2025	Variation BFR Tableau de flux	Variation dettes fournisseurs immobilisations	Écarts de conversion et autres mouvements	30/06/2026
Stocks	648	(18)	-	10	640
Clients	225	3	-	1	229
Fournisseurs	(371)	(35)	-	(10)	(416)
BFR simplifié	501	(50)	-	1	452
Autres éléments de BFR ⁽¹⁾	5	56	11	(9)	63
BFR TOTAL	506	6	11	(8)	515

(1) Comprend les dettes et créances fiscales (principalement la TVA) et sociales, les autres actifs et passifs, les dettes et créances d'impôt exigibles et les créances et dettes sur immobilisations.

NOTE 7 Investissements**Acquisitions d'immobilisations**

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2026	1 ^{er} semestre 2025	Exercice 2025
Investissements corporels de la période	106	233	464
Investissements incorporels de la période	7	8	8
Total investissements industriels	113	241	472
Variation des dettes sur acquisition d'immobilisations	9	(14)	(44)
TOTAL ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS - ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE	122	227	429

Variation des immobilisations corporelles

(en millions d'euros)	30/06/2026	30/06/2025	31/12/2025
À l'ouverture	2 938	2 846	2 846
Investissements de la période	106	233	463
Cessions de la période	(6)	(1)	(5)
Amortissements de la période	(122)	(103)	(225)
Dépréciations de la période	(260)	(32)	(109)
Reprise de dépréciations de la période	128	22	55
Variation valeur brute des actifs de démantèlement	(0)	(1)	15
Variation des immobilisations en location financement (IFRS 16)	-	-	1
Variations de périmètre	2	3	3
Hyperinflation	-	-	-
Écarts de conversion et autres mouvements	36	(111)	(105)
À LA CLÔTURE	2 822	2 856	2 938
• Valeurs brutes	7 297	6 914	7 146
• Amortissements	(3 996)	(3 717)	(3 838)
• Dépréciations pour pertes de valeur	(479)	(341)	(370)

Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location

(en millions d'euros)	30/06/2026	30/06/2025	31/12/2025
À l'ouverture	61	55	55
Variation des droits d'utilisation	2	5	23
Amortissements de la période	(9)	(10)	(19)
Écarts de conversion et autres mouvements	0	3	2
À LA CLÔTURE	54	53	61
• Valeurs brutes	136	137	134
• Amortissements	(82)	(84)	(73)

Immobilisations incorporelles et goodwill

(en millions d'euros)	30/06/2026	30/06/2025	31/12/2025
À l'ouverture	349	438	438
Investissements de la période	7	8	8
Cessions de la période	(9)	1	21
Amortissements de la période	(8)	(12)	(26)
Dépréciations de la période	8	(2)	(158)
Variations de périmètre	-	91	91
Écarts de conversion et autres mouvements	6	(20)	(25)
À LA CLÔTURE	353	504	349
• Valeurs brutes	856	850	833
• Amortissements	(318)	(296)	(302)
• Dépréciations pour pertes de valeur	(185)	(50)	(182)

Participations dans les co-entreprises et les entreprises associées

			Quote-part		Quote-part		Quote-part
			résultats	capitaux propres	résultats	capitaux propres	résultats
(en millions d'euros)			1 ^{er} semestre 2026	30/06/2026	Exercice 2025	31/12/2025	1 ^{er} semestre 2025
Sociétés	Pays	% détention					
Strand Minerals – Weda Bay	Indonésie	38,7 %	(16)	362	58	367	36
TOTAL PARTICIPATIONS DANS LES CO-ENTREPRISES ET LES ENTREPRISES ASSOCIÉES			(16)	362	58	367	36

La quote-part de résultats du premier semestre de Weda Bay est négative de 16 millions d'euros, du fait principalement de la baisse des permis et de la comptabilisation d'une provision pour risque de 34 millions d'euros dans le cadre d'une procédure administrative concernant les permis forestiers.

NOTE 8 Impôts

Impôt sur les résultats

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2026	1 ^{er} semestre 2025	Exercice 2025
Impôts courants	(27)	(61)	(68)
Impôts différés	23	16	25
PRODUIT/(CHARGE) D'IMPÔT SUR LES RÉSULTATS	(4)	(45)	(43)

Taux effectif d'impôt

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2026	1 ^{er} semestre 2025	Exercice 2025
Résultat opérationnel	(108)	(95)	(372)
Résultat financier	(102)	(75)	(213)
Résultat net avant impôts des sociétés intégrées	(210)	(169)	(585)
Taux courant d'imposition en France (en pourcentage)	25,83 %	25,83 %	25,83 %
Produit/(Charge) d'impôt théorique	54	44	151
Effets sur l'impôt théorique : des différences permanentes entre le résultat comptable et le résultat taxable	(38)	(1)	(24)
• impôts sur distribution de dividendes (retenue à la source)	(1)	(6)	(7)
• du différentiel de taux courant des pays étrangers	2	6	30
• de crédits d'impôts	1	1	2
• des actifs d'impôts différés non reconnus ou limités	(53)	(88)	(192)
• d'utilisation ou l'activation d'actifs d'impôts différés antérieurement non reconnus	47	-	-
• d'ajustements d'impôts différés antérieurs	(20)		
• des éléments divers	2	(1)	(3)
PRODUIT/(CHARGE) D'IMPÔT RÉEL	(4)	(45)	(43)
TAUX D'IMPÔT	-2 %	-27 %	-7 %

Le taux d'impôt à - 2 % s'explique principalement par :

- la limitation des actifs d'impôts différés, notamment ceux de la SLN et de l'intégration fiscale en France sur la période venant limiter l'effet impôt sur le résultat net pour un total de -36 millions d'euros,
- l'impact de la perte de valeur non fiscalisée dans les comptes de Eramet Grande Côte (EGC) (-28 millions d'euros),
- la reconnaissance d'impôts différés actifs antérieurement dépréciés chez Eramine pour un montant de 43 millions d'euros, suite aux perspectives favorables du plan opérationnel d'Eramine.

Par ailleurs, les impôts différés sur reports déficitaires de l'intégration fiscale France s'élèvent à 345 millions d'euros (contre 325 millions d'euros au 31 décembre 2025) et sont entièrement dépréciés.

NOTE 9 Provisions*(en millions d'euros)*

	30/06/2026	31/12/2025
À l'ouverture	685	694
Dotations (reprises) de la période	12	(30)
• dotations de la période	27	27
• (reprises) utilisées de la période	(8)	(57)
• (reprises) non utilisées de la période	(8)	-
Charges de désactualisation	4	13
Actifs de démantèlement	(0)	13
Écarts de conversion et autres mouvements	1	(5)
À LA CLÔTURE	702	685
• Part à plus d'un an	656	632
• Part à moins d'un an	47	53
Remise en état des sites et risques environnementaux	522	518
Personnel	7	12
Autres risques et charges	173	155

Les provisions relatives aux Autres risques et charges concernent :

- les garanties données lors des opérations de cession des sociétés Sandouville en 2022, AD, Erasteel et ETI en 2023 pour un total de 50 millions d'euros au 30 juin 2026 (58 millions d'euros à fin décembre 2025),
- les risques liés à la concession Setrag pour 96 millions d'euros (91 millions d'euros à fin décembre 2025).

NOTE 10 Engagements hors bilan, autres engagements, passifs éventuels et autres informations

Engagements hors bilan

(en millions d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
Engagements donnés	53	47
• Activités opérationnelles	53	47
• Activités de financement	-	-
Engagements reçus	50	58
• Activités opérationnelles	50	58
• Activités de financement	-	-

Autres engagements, passifs éventuels et autres informations

Les autres engagements, passifs éventuels et autres informations présentés dans le Document d'enregistrement universel 2025 au niveau de la note 16 « Engagements hors bilan, autres engagements, passifs éventuels et autres informations » de l'annexe aux comptes consolidés ont évolué comme suit :

Autres engagements

SLN conservation des droits miniers

Le Congrès de la Nouvelle-Calédonie a adopté le 5 février 2019 une loi de pays qui a modifié les dispositions de l'article Lp 131.12-5 du code minier et impartit aux opérateurs une exigence de reconnaissance exhaustive de la ressource, sous peine d'encourir la déchéance de leurs titres miniers.

Dès septembre 2019, la SLN a conduit des campagnes de reconnaissance par géophysique conformément aux nouvelles dispositions du code minier ; elle n'est, à ce jour, l'objet d'aucune notification d'ouverture de procédure administrative de retrait de ses titres miniers.

La SLN est engagée dans un processus continu de préservation et de conservation de ses titres miniers en fournissant aux autorités administratives décisionnaires tous les éléments d'appréciation de la mise en conformité de son domaine avec le dispositif réglementaire applicable.

Concession du chemin de fer Transgabonais – Setrag

Selon les termes de la convention de 2005, d'une durée initiale de trente ans, la société Setrag, concessionnaire, est tenue de remplir des objectifs de capacité d'exploitation (volume de marchandises et nombre de passagers). Le concessionnaire dispose de la liberté tarifaire. Son actionnaire principal, Comilog, est engagé à ce que les financements nécessaires aux investissements permettant d'atteindre les objectifs de capacité d'exploitation soient mis en place. Setrag et la République gabonaise ont signé le 16 octobre 2015 un avenant n° 1 à la convention de concession de la Gestion et de l'Exploitation du Chemin de Fer Transgabonais en vue de restaurer de manière durable la capacité technique du chemin de fer et la viabilité économique du Concessionnaire. Cet avenant prévoit donc un plan d'investissements (Programme de Remise à

Niveau – PRN) estimé à 316 millions d'euros sur huit ans dont 93 millions d'euros à la charge de l'État gabonais et 223 millions d'euros à la charge de Setrag. Les financements nécessaires à la réalisation de ce plan ont été mis en place sur l'exercice 2016. Les travaux de renouvellement de la voie ont débuté en 2017, et se sont intensifiés depuis. En outre, les travaux de restauration de la plateforme ferroviaire (« zones instables »), à la charge de l'État gabonais, ont démarré en 2018. Le 25 juin 2021, un avenant n° 2 à la convention de concession a été signé réévaluant le montant du PRN à 509 millions d'euros dont 158 millions d'euros à la charge de l'État gabonais et 351 millions d'euros à la charge de Setrag. Les travaux se sont poursuivis en 2022. Le 8 septembre 2021, un troisième avenant à la concession a été signé autorisant l'entrée de Meridiam à hauteur de 40 % du capital de la Setrag et la cession de 9 % du capital à l'État intervenue début 2022. L'avenant n° 3 à la concession entérine également une prolongation de 10 ans de la concession jusqu'en 2045. Les travaux se sont poursuivis en 2024 et prévoit une fin des travaux à fin 2024.

L'avenant 4, en date du 6 mars 2025, proroge la durée des travaux jusqu'à fin 2028. Il révisé également la nature et le coût prévisionnels des travaux : le projet renommé PMS - Programme de Modernisation et de Sécurisation de la voie ferrée est réévalué à 1 120 millions d'euros dont 360 millions d'euros à la charge de l'État gabonais et 759 millions d'euros à la charge de Setrag.

Autre engagement donné

Eramet a accepté de prolonger certaines garanties environnementales pour le compte de la SLN jusqu'au 31 décembre 2026 à hauteur de 47 millions d'euros.

Les autres passifs éventuels n'ont pas connu d'évolution majeure.

Passifs éventuels

Engagements donnés lors des cessions

Dans le cadre des cessions significatives intervenues notamment au cours de l'exercice 2023, Eramet a accordé un certain nombre de garanties ou d'indemnités spécifiques usuelles dont certaines ont été levées en 2024, en 2025 et au premier semestre 2026 et conduisant à une reprise de provision nette de 8 millions d'euros au

30 juin 2026 (24 millions d'euros en 2025). En fonction des estimations et du jugement portés sur chaque item non finalisé à ce jour et pouvant conduire à une sortie de ressources à court ou moyen terme une provision pour risque a été constituée dans les comptes. Le montant résiduel est considéré comme un passif éventuel.

Autres informations

SLN : Energie, autorisations d'exploiter et garanties financières

Energie

Autorisée à titre permanent depuis le 20 novembre 2025, la Centrale Accostée (CAT) avait été initialement déployée comme solution temporaire pour sécuriser l'alimentation du site métallurgique de Doniambo, suite à l'arrêt prématuré de la précédente centrale B. Cette nouvelle autorisation met fin au cadre transitoire instauré en 2022 et adapte les exigences environnementales aux capacités réelles du site.

S'inscrivant désormais à plus long terme dans la trajectoire énergétique locale, la centrale accostée pourrait s'imposer comme un maillon central des réflexions sur le Schéma de Transition Énergétique de la Nouvelle-Calédonie (STENC). Ce plan pourrait aussi bien mener à la construction d'une nouvelle infrastructure terrestre près de Nouméa qu'à une « solution pays » pérenne fondée sur la mutualisation de cette barge électrique au service de l'ensemble du territoire.

Dans l'intervalle, la SLN a fait le choix de ne pas souscrire à l'électricité produite par le barrage de Yaté, dont le coût est apparu moins compétitif que celui de la centrale accostée. Cet arbitrage économique reste toutefois à confirmer sur l'année à venir, alors que le marché du fioul fait face à des tensions accrues liées au conflit en Iran et qu'une stabilisation des cours énergétiques mondiaux sera déterminante pour valider la rentabilité de ce choix à moyen terme.

Au-delà de ces arbitrages conjoncturels, la future déclinaison du STENC devra orchestrer un équilibre durable entre les impératifs industriels et la trajectoire de décarbonation de l'archipel. L'enjeu central consistera à articuler l'utilisation des énergies renouvelables et la flexibilité des moyens de production thermiques, afin d'offrir à la fois à la SLN et à la collectivité un coût de l'énergie maîtrisé tout en garantissant un amortissement optimal des infrastructures énergétiques à l'échelle du territoire. »

Autorisations d'exploiter et Garanties financières

L'exploitation des centres miniers et de l'Usine de Doniambo nécessite l'obtention de garanties financières (selon les prescriptions du code minier et du code de l'environnement).

Ces garanties sont données aux provinces de Nouvelle-Calédonie pour une durée pouvant aller jusqu'à la date de fin d'exploitation de la mine.

En 2026 le montant des cautions a augmenté pour un total de 1.87 millions d'euros, relativement aux garanties environnementales des mines d'Etoile du nord (+0.99 millions d'euros), Bonini (+0.6 millions d'euros) situées en province nord et Opoué (+0.2 million d'euros) situé en province sud. Elles s'ajoutent à celles constituées en 2025 pour 39,5 millions d'euros relatives aux mines situées en province Nord et 2.4 millions d'euros relatives à la mine située la province sud ; les durées correspondent à celle des arrêtés d'exploitation.

Sur ces montants, 41.9 millions d'euros font l'objet d'une immobilisation de trésorerie qui est reflétée dans les Autres actifs financiers non courants pour le même montant.

La garantie financière de l'Usine et celle des mines situées en province Sud (à l'exception de la mine d'Opoué dont la garantie a été constituée par SLN) ont été renouvelées jusqu'au 31 décembre 2026 par Eramet.

Pour ce qui est de la gestion des déchets et coproduits, l'autorisation d'entreposage à Doniambo des scories de désulfuration a été prolongée jusqu'à 2027. Leur expédition en Nouvelle-Zélande a démarré au second semestre 2019.

Concernant les exportations de minerai, la SLN a obtenu le 16 avril 2019 l'autorisation d'exporter 3Mth en 2020 et un maximum de 4Mth de minerai de teneur moyenne 1,8 % Ni à compter de 2021. Ces autorisations ont été portées à 6Mth en février 2022 et arrivent à échéance en avril 2029. En 2025 la SLN a exporté 0.65 Mt.

NOTE 11 Événements postérieurs à la clôture

À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'événement postérieur à la date de clôture.

NOTE 12 Base de préparation des comptes semestriels consolidés condensés

Principes généraux et déclaration de conformité

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes semestriels consolidés condensés du premier semestre 2026 sont établis en millions d'euros conformément aux dispositions de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », et établis conformément au référentiel IFRS tel que publié par l'IASB (*International Accounting Standards Board*), et aux IFRS adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2026. S'agissant de comptes semestriels consolidés condensés, ils

n'intègrent pas toutes les informations et notes annexes requises pour les comptes consolidés annuels, à ce titre ils doivent être lus en association avec les comptes consolidés annuels du groupe Eramet au 31 décembre 2025. Ils comprennent toutefois une sélection de notes expliquant les événements et opérations significatifs en vue d'appréhender les modifications intervenues dans la situation financière et la performance du Groupe depuis les derniers états financiers annuels.

Évolution des normes et interprétations

Les principes et méthodes comptables appliqués pour les comptes semestriels consolidés condensés au 30 juin 2026 sont identiques à ceux utilisés dans les comptes consolidés au 31 décembre 2025, à l'exception des normes, amendements et interprétations IFRS tels qu'adoptés par l'Union européenne et l'IASB, d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025 (et qui n'avaient pas été appliqués par anticipation par le Groupe).

Ainsi le Groupe applique les normes et les amendements aux normes suivantes depuis le 1^{er} janvier 2026, qui sont sans impact significatif sur les états financiers consolidés condensés intermédiaires :

- Modifications d'IFRS 9 et IFRS 7 – Contrats d'achat d'énergie renouvelable (publié par l'IASB le 18 décembre 2024);
- Modifications d'IFRS 9 et IFRS 7 – Classification et évaluation des instruments financiers (publié par l'IASB le 30 mai 2024);
- Améliorations annuelles – IFRS 1, IFRS 7, IFRS 9, IFRS 10 et IAS 7 (publiées par l'IASB le 18 juillet 2024).

Réforme fiscale internationale : Pilier 2

Le Groupe est dans le champ d'application du Modèle de règles du Pilier 2 (également appelées « Règles globales de lutte contre l'érosion de la base d'imposition » ou « Règles GloBE »). Le Groupe a procédé à une évaluation de son exposition potentielle aux règles. Cette évaluation est basée sur les informations disponibles les plus récentes concernant la performance financière des entités constitutives du Groupe. Sur la base de l'évaluation effectuée, le Groupe n'aura pas à payer d'impôt complémentaire pour l'exercice 2026. Par conséquent, l'exposition à l'imposition complémentaire au regard des Règles GloBE est estimée comme non significative.

IFRS 18

La norme IFRS 18, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027, modifie la présentation des états financiers. Le Groupe prépare sa mise en conformité en adaptant la structure de ses états financiers, ses processus de reporting et l'identification des mesures de performance choisies par la direction. Les travaux de transition sont en cours afin d'assurer une application cohérente et comparable de la nouvelle norme.

Effet de la saisonnalité

Les différentes activités du Groupe ne sont pas soumises à des fluctuations saisonnières significatives.

Recours à des estimations et au jugement

Les jugements et estimations susceptibles d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et passifs au 30 juin 2026 sont identiques à ceux de l'exercice annuel précédent exposés dans les comptes consolidés de l'exercice 2025 présents dans le Document d'enregistrement universel 2025.

Périmètre de consolidation

Au 30 juin 2026, le périmètre de consolidation n'a pas subi de changement par rapport au 31 décembre 2025 à l'exception de l'entrée de Comilog Exploration consolidée en intégration globale en 2026.

Particularités propres à l'établissement des comptes semestriels consolidés condensés

Avantages du personnel

La charge du semestre relative aux avantages postérieurs à l'emploi correspond à la moitié de la charge nette estimée pour l'exercice 2026, sur la base des données et des hypothèses actuarielles utilisées au 31 décembre 2025 et ajustée le cas échéant des événements non récurrents (modifications de régimes, réductions, liquidations). Au 30 juin, les écarts actuariels estimés sur la base d'une analyse de sensibilité sur les taux d'actualisation sont comptabilisés et imputés en capitaux propres (régimes à prestations définies) ou au compte de résultat (autres avantages à long terme), dès lors qu'ils sont considérés comme significatifs.

Impôts sur le résultat

La charge d'impôt (exigible et différée) de la période est déterminée à partir du taux effectif d'impôt estimé pour l'ensemble de l'exercice en cours au niveau du Groupe. Elle est ajustée des opérations propres au premier semestre.

Dépréciations d'actifs et pertes de valeur

Les tests de dépréciation pour les écarts d'acquisition et les actifs incorporels sont réalisés de manière systématique au deuxième semestre.

En conséquence, lors de l'arrêté semestriel, des tests de dépréciations pour les actifs n'ont été réalisés qu'en cas d'identification d'indice de pertes de valeur.

Unités génératrices de trésorerie (UGT)

Au 30 juin 2026 le Groupe est divisé en six UGT : deux UGT dans la *Business Unit* Nickel (Minerai Nickel et Usine de Transformation de Nickel), une UGT Minerai de Manganèse, une UGT Alliages de Manganèse, une UGT Sables Minéralisés, et une UGT Lithium.



4

Rapport du commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle 2026

Période du 1^{er} janvier 2026 au 30 juin 2026

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Eramet S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2026 au 30 juin 2026, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 29 juillet 2026,

Les commissaires aux comptes,

Paris La Défense
KPMG SA

Neuilly-sur-Seine
Grant Thornton

Laurent Genin
Associé

Jean-François Baloteaud
Associé

Alexandre Mikhail
Associé

Conception et Réalisation



Crédits photos : Brian Gauvan, Eramet



10, boulevard de Grenelle
CS 63205
F-75015 Paris
www.eramet.fr